

TRIMESTRIEL

**n21** AUTOMNE-HIVER 2007 3 euros

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DEBAT DU PLATEAU DE MILLEVACHES

**SOMMAIRE**

- 2 Courrier
- 3 Eoliennes en Limousin Un état des lieux des projets  
Journée mondiale du refus de la misère Initiative
- 4 Eloge de la loi de 1901 Débat
- 5 Bloc Notes
- 6 Les maçons limousins à Lyon (1914-1940) Histoire
- 8 Crustine et Grindella écoutent Mémé... Bande dessinée
- 10 Relocaliser l'agriculture Dossier
- 12 L'agriculture bio en Limousin Dossier
- 14 La mort des abattoirs
- 15 Pour qui roule la SAFER ? L'affaire Stéphane Rozet
- 16 Maudite soit la guerre ! Souvenirs d'un 11 novembre

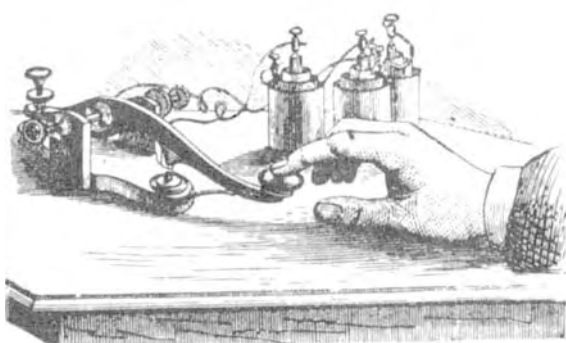
**INVASION PUBLICITAIRE  
NULLEMENT SOUHAITEE**



Photo : Frédéric GANA

**PRODUIRE LOCAL, UNE NECESSITE : DOSSIER**





# courrier

## A propos des Objecteurs de croissance

(Suite à l'entretien avec Jean Marie Robert, paru dans le n°20 d'IPNS)

J'ai été bien intéressé par l'article «Objecteurs de croissance». Je note toutefois quelques approximations comme de faire démarrer l'idée de développement et de croissance économique à 1949 (certains le reconnaissent déjà dans le «Croissez et multipliez-vous» de l'Ancient testament). Une erreur aussi : Roegen n'a jamais eu le prix Nobel. Plus que l'erreur, c'est l'idée même que l'attribution d'un prix Nobel d'économie puisse constituer une quelconque qualification. D'autant plus que ce prix Nobel n'en est vraiment pas un : c'est simplement un prix attribué par la Banque de Suède que l'académie Nobel suédoise autorise à prendre le titre de prix Nobel. Nos amis de la décroissance songeraient-ils à se prévaloir d'un prix attribué par la Banque centrale européenne ou la Banque de France ? Quant à la révolution apportée dans l'économie par le deuxième principe de la thermodynamique (l'entropie), j'ai quelques amis dans les sciences dures qui restent toujours pantelants devant l'utilisation des lois de la physique dans les sciences humaines (théorie des quanta, principe d'incertitude, théorème de Gödel, etc.). Que les analogies puissent être heuristiques, bien sûr. A condition de les contenir dans certaines limites et de ne pas se prévaloir de résultats obtenus hors du domaine de compétence. De plus, pourquoi vouloir aller chercher à toute force l'appui d'une science si souvent décriée par ailleurs ? En tout cas, pourquoi ne pas avoir la sagesse et la modestie d'un Bourdieu dont il n'y a guère de doute que l'idée de sa théorie des champs en sociologie doit beaucoup à une analogie aux champs de forces en physique (gravité, électromagnétisme, etc.). Il n'y fait jamais allusion et développe sa théorie dans son domaine, sans jamais dire «puisque deux atomes fonctionnent comme cela, deux humains fonctionnent comme cela», ce qui serait évidemment ridicule.

Je m'interroge également toujours dans les références citées dans la suite de l'article s'il s'agit du Serge Latouche de *Essai sur une anthropologie sociale freudo-marxiste* ou de celui de *Le pari de la décroissance* ? du Jacques Ellul des *Cahiers de la foi*, de *Conférence sur l'apocalypse de Jean* ou de celui de *Le bluff technologique* ? du André Gorz de *Stratégie ouvrière et néocapitalisme*, ou de celui de *Capitalisme Socialisme Écologie* ? du Castoriadis de *Comment lutter et Prolétariat et organisation* ou de celui de *Fenêtre sur le chaos* ? du François Partant grand banquier colonial ou de celui de *La Fin du développement* ? Je me demande aussi toujours si ceux qui parlent ou écrivent ont vraiment lu récemment ce dont ils parlent et s'ils adhèrent vraiment et appliquent pour eux *Une société sans école* ou *Némésis médicale* d'Illich et s'ils sont capables d'expliquer clairement le contenu de *L'Institution imaginaire de la société* de Castoriadis. Enfin, je suis toujours surpris de la réitération des modes de pensée, comme si la pensée humaine ne pouvait fonctionner que de la même manière quelque soit le sujet.

## BREVES DE COMPTOIR



Avec son traité faussement "simplifié", copie conforme de la "Constitution Européenne", SARKOZY veut faire rentrer par la lucarne du Congrès ce que le peuple a sorti par la grande porte du suffrage universel le 29 mai 2005.

on nous prend pour des cons !



Il faut résister à ce coup d'Etat !

Ouais ! résister, désobéir...  
Aux armes, citoyens !  
marchons, marchons ....



il faut ABSOLUMENT proposer aux parlementaires, au lieu de commettre eux-mêmes une forfaiture en autorisant la ratification d'un traité rejeté par leurs mandants, de se constituer en Haute Cour pour sanctionner le coupable.

j'en doute, nos "élus", ils en ont rien à foutre !



Sans insurrection ni destitution, nous n'aurons alors plus qu'à pleurer sur notre servitude volontaire en réalisant que nos élus représentent bien ce que nous sommes nous-mêmes devenus : des godillots !.

le pinard ça fait ringard !  
si on prenait un cocktail pour changer ?  
un molotov ?

m.bernard

La catastrophe que prévoient et craignent les objecteurs de croissance prend inexorablement une majuscule (comme Dieu d'ailleurs). La certitude est absolue sur son arrivée comme celle de l'avènement de la dictature du prolétariat pour les marxistes du siècle dernier, comme celle que « les forces productives ont cessé de croître » du programme de transition de Trotsky ou... comme celle de la fin des temps en 1974 par la bataille d'Armagedon des Témoins de Jehova. «De toute façon, ce que je dis est inéluctable», ultime argument contre le doute et la discussion ; souvent énoncé successivement par les mêmes personnes au fil de leur conviction (voir ci-dessus Latouche, Gorz, Castoriadis...). Curieux également ce recours systématique aux experts et aux scientifiques, et donc à l'expertise et à la science d'ordinaire si radicalement critiquées et décriées, quand ils sont des vôtres.

CHRISTIAN VAILLANT  
Faux la Montagne



# Le vent souffle en Limousin

Depuis 3 ans quelques projets éoliens sont en réflexion dans notre région. Leur aboutissement apparaît long car de nombreuses démarches sont à suivre. Petit tour d'horizon de l'éolien en Limousin à travers les différentes étapes d'un projet.

### Viennent tout d'abord les questions préliminaires (3 à 6 mois)

- gisement de vents (supérieur à 6m/s soit environ 20 km/h).
- proximité du réseau électrique (facilité de raccordement en souterrain).
- respect des règles d'urbanisme (création d'une Zone de Développement Eolien dans le Plan Local d'Urbanisme, c'est le cas par exemple de Peyrelevade pour la mise en place de quelques éoliennes supplémentaires).
- impact local et environnemental (proximité des habitations, site classé, couloir de migration...).
- concertation avec les habitants et tous les acteurs.

L'élaboration de ce prédiagnostic est facilitée depuis peu par la publication du «schéma régional éolien» commandité par la région Limousin.

### Viennent ensuite les mesures sur le terrain (environ une année)

- mesure de l'intensité et l'orientation du vent avec l'installation d'un mât de mesure sur 1 an minimum
- simulation de l'impact paysager et sonore
- étude sur le milieu naturel

Ces différents paramètres vont permettre d'élaborer l'étude d'impact.

### Dernière et périlleuse étape : le permis de construire (de 1 à plusieurs années)

Une fois toutes les études réalisées, le permis de construire est déposé et il s'en suit une enquête publique, c'est la phase où se situe le projet des 7 éoliennes Castelmarchoises (Châtelus le Marcheix) et du projet de 4 éoliennes sur les 2 communes de la Souterraine et Saint Agnant de Versillat côté Creuse ; côté Haute Vienne d'une dizaine d'éoliennes sur 3 communes (Lussac les Eglises, Saint Martin le Mault et Jouac). Le permis de construire est ensuite délivré en fonction du résultat de l'enquête publique et de l'avis de la direction départementale de l'environnement, service départemental de l'architecture et du patrimoine, l'aviation civile... Le projet des 7 éoliennes de Lestards est depuis le mois d'août 2007 dans les mains du préfet



de la Corrèze. Cependant les délais peuvent s'allonger par un recours porté auprès des services de la préfecture pour annuler les avis. C'est une démarche que l'association des amis du paysage Bourgniaud a entreprise, contre le permis construire accordé à 9 éoliennes sur les communes de Saint Dizier Leyrenne et Janailat (23), sans gain de cause. Les recours peuvent se poursuivre ensuite devant le tribunal administratif. Notons que le permis de construire a été accordé aux éoliennes de la Blanche en Corrèze (Communes de Davignac, Péret Bel Air et Ambrugeat) après de nombreux recours administratifs et surtout la mobilisation des habitants et élus qui se sont regroupés dans une association, la plus importante de France favorable à un projet éolien, qui compte aujourd'hui plus de 1300 adhérents. Les 7 prochaines éoliennes en Corrèze devraient voir le jour dans ces 3 communes du plateau courant 2008. Du côté de la Creuse, un permis a été accordé sur la commune de Chambonchard qui, ironie du sort, devait être rayée de la carte quelques années auparavant pour un projet de barrage hydraulique. En Haute-Vienne c'est un petit projet d'une éolienne à Lastour porté par des agriculteurs et habitants qui vient d'obtenir le permis de construire (construction prévue en 2009). Les quelques projets en marche dans notre région montrent que le Limousin a un rôle à jouer dans le développement des énergies renouvelables comme ce fut le cas il y a quelques années avec les barrages hydroélectrique. Cependant si l'on souhaite atteindre l'objectif de division par quatre des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050, notre pays doit d'une part augmenter de façon considérable la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique mais également se doter d'une politique rigoureuse d'économie d'énergie.

REMI GERBAUD

## JOURNEE MONDIALE DU REFUS DE LA MISERE PARIS le 17 OCTOBRE 2007



Après la rencontre aux Plateaux Limousins du 28 au 31 juillet de la caravane de la fraternité organisée par ATD Quart Monde, nous étions plusieurs militants des associations limousines à nous retrouver au Trocadéro le 17 octobre. Des hommes et des femmes venus des quatre continents étaient rassemblés sur le prestigieux parvis des Droits-de-l'homme pour célébrer le vingtième anniversaire de l'appel contre la misère lancé par le père Joseph Wrezinski le fondateur du mouvement ATD Quart Monde. Toute la journée nous avons visité les différents sites où les caravanes de la fraternité retraçaient leurs périples et évoquaient leurs rencontres surprenantes à travers le monde. Des tentes accueillait des groupes de chanteurs ou de théâtre, d'autres ouvraient des ateliers de peinture pour sensibiliser les visiteurs à cet engagement souscrit il y a vingt ans pour l'éradication des multiples formes de la pauvreté. Trois débats «solidaires pour les droits» se sont déroulés sous la responsabilité d'Amnesty International. De multiples arbres forum comme celui de la photo débattaient autour d'initiatives originales telles que : la coformation médicale entre médecins et militants du quart monde, l'engagement d'Augustin Legrand auprès des populations touchées par le droit au logement, la présentation par la délégation d'ATD Quart Monde guatémaltèque de l'énorme problème

de la scolarisation dans leur pays. Puis est arrivé le temps du rassemblement où tous ensemble nous avons chanté pour un monde sans misère. Eugen Brand délégué général du mouvement international d'ATD Quart Monde nous a invité à rester unis pour faire respecter les droits de l'homme sur toute la planète. Pour le signifier il a remis au Secrétaire général de l'ONU les 150 000 engagements récoltés en France pour une déclaration de solidarité «Refuser la misère, un chemin vers la paix». Même si, à entendre les médias nationaux, la plus grande préoccupation des Français était de savoir comment ils allaient faire pour se rendre à leur travail le 18 octobre (jour de grève nationale des transports), nous étions là pour rappeler qu'il existe des personnes qui doivent d'abord se trouver à manger, un toit pour dormir, un endroit pour se laver avant de se soucier de la grève. Ces personnes ont besoin d'aide et même si elles font visiblement peur (les cars de CRS devant le Trocadéro en témoignent) nous devons nous unir pour les sortir de leur misère et construire ensemble un monde solidaire, fraternel, en un mot Humain !

JULIE CUENOT

(Une erreur rédactionnelle a mal identifié la légende de la première page d'IPNS 20. La rédaction présente ses excuses à ATD Quart Monde pour cet impair)





# Défense et illustration de la loi de 1901

**L'extrait consacré aux associations du livre de Michel Pinton que nous avons publié dans notre dernier numéro (n°20, page 2), a suscité la réaction d'un de nos lecteurs. Face à ce qu'il considère comme une attaque contre la loi de 1901 il répond point par point à l'argumentation de Michel Pinton et fait l'éloge de cette bonne vieille loi 1901, à ses yeux toujours aussi pertinente.**

La rubrique qui s'intitule «Lu et approuvé» du dernier IPNS m'a fait une drôle d'impression. J'ai lu et n'ai pas approuvé.

Michel Pinton, maire de Felletin, écrit : «Face à l'Etat envahissant, les citoyens sont très faibles par eux-mêmes. Ils tombent dans l'impuissance et le désintérêt s'ils n'apprennent pas à s'aider librement.» Ce n'est évidemment pas d'une critique anarchiste ou libertaire de l'Etat qu'il s'agit, mais d'une critique libérale : il y a trop d'Etat, trop d'Etat social, trop d'assistanat et les individus deviennent des assistés incapables.

«L'accueil des touristes aussi bien que l'aide aux personnes âgées, les loisirs offerts aux enfants et les randonnées pédestres ne sont pas, chez nous, assurés par la mairie. Des bénévoles en ont pris la responsabilité» Pourquoi pas ? dira-t-on. Certes, mais on peut penser aussi que des services publics doivent exister, notamment à l'égard des enfants et des personnes âgées, qu'il s'agit de droits sociaux et non d'actes bénévoles plus ou moins caritatifs et aléatoires. Remettre en cause nos modes de vie ne passe pas forcément par la suppression de ces droits et services sociaux.

D'autant que le maire de Felletin ajoute : «Il ne suffit pas, pour nous, que les individus se regroupent pour pratiquer ensemble un sport ou une occupation utiles à eux-mêmes. Nous voulons en plus que les citoyens manifestent leur solidarité avec ceux qui en ont besoin. La municipalité veille à faire naître et encourager les initiatives de cette nature.» Monsieur le maire décide donc de ce qui est bien et moins bien. Il «encourage» ou pas les initiatives selon son jugement. N'est-ce pas là le retour par la petite porte d'un petit «Etat envahissant» ? On est également à la limite de la légalité qui implique une égalité de traitement entre tous les citoyens.

Monsieur le maire enchaîne : «Mais ce qui est naturel à d'autres sociétés, comme celle des Etats-Unis, ne va pas de soi chez nous.» Tiens donc ! Le modèle américain ! Il est sûr qu'on ne s'y embarrasse pas de droits sociaux et que l'Etat n'y est pas envahissant (quoique... ça dépend pour quoi). On notera aussi le fonctionnement «naturel» des sociétés. Tout un programme. «Notre classe dirigeante est chargée d'une lourde hérédité. La liberté d'association fut absente de la déclaration des droits de l'homme de 1789. Elle fut réprimée par le Code civil de 1805. Au XIXe siècle, tout groupe organisé fut suspect à l'Etat.» Une telle lecture de l'histoire laisse pantelant. Si la liberté d'association est absente de la Révolution, c'est qu'il s'agissait d'abolir toutes les institutions d'Ancien régime et notamment les corporations pour laisser se développer la liberté du commerce sans entraves. Si au XIXe, tout groupe fut suspect à l'Etat, c'est que tout groupe voulait dire tout groupe ouvrier, et que tout groupe ouvrier était suspect aux patrons bien plus encore qu'à l'Etat (que d'aucun n'analyserait que comme leur représentant). D'ailleurs, tout groupe, à condition qu'il soit bien pensant, n'était pas suspect. C'était le cas des sociétés de secours mutuel, à condition qu'elles se limitent bien à une entraide matérielle et le plus souvent encadrées par les pouvoirs publics. Et c'était encore plus le cas des congrégations catholiques que notre bon maire va maintenant évoquer. «En 1901, enfin, la loi reconnaît la liberté d'association, mais la limite aussitôt par des restrictions partielles destinées à briser l'élan des congrégations religieuses.» Ben oui, elle a même été presque uniquement faite pour ça (voir Madeleine Rebérioux). Notre bon maire se livre là à une attaque en règle contre la laïcité comme l'épiscopat français ne songe plus à le faire depuis longtemps. Il est vrai que ce dernier a compris tous les avantages qu'il pouvait tirer d'un pays laïc.

«Un siècle plus tard, les textes n'ont guère changé.» Et c'est heureux ! Ce qui reste de la loi de 1901, une fois le contexte de lutte contre le cléricalisme enlevé, c'est une loi fondamentale de liberté : vous avez le droit de vous associer ; sans conditions ; sans règles préétablies ; et personne n'a à venir voir ce que vous faites ; pas même ce fameux Etat envahissant. Que demande de plus le maire de Felletin ? D'autant plus que, telle la constitution américaine, cette loi fondamentale n'a pas besoin d'être changée tout le temps comme ces hideuses constitutions de l'Etat français. «Notre classe dirigeante ne s'y intéresse pas. Elle a tort. Notre époque à des aspirations, des besoins dont les ancêtres n'avaient même pas l'idée.» On aimerait savoir lesquels, sur l'essentiel. Culture, défense des droits,

loisirs, action sociale, solidarité, sport... rien de bien nouveau en un siècle. «Le cadre légal dans lequel les associations doivent entrer est devenu à la fois désuet et vague. Il brime un élan citoyen sans lequel l'Etat ne fera pas bouger la société française.» Sur le principe, le cadre légal n'est ni désuet ni vague, il est inexistant. Encore une fois, il s'agit simplement d'une loi qui énonce un droit et une liberté absolus. C'est tout. Et la meilleure preuve qu'il ne brime en rien un élan citoyen, c'est qu'il se crée plus de 60 000 associations par an et qu'elles sont plus d'un million. Une quinzaine de millions de bénévoles s'y investissent. Elles ont su à tout moment de notre histoire depuis un siècle prendre en charge tous les domaines qui s'offraient à elles et innover (mouvements de jeunesse, de loisirs, de culture, de pensée, prise en main de l'action sanitaire et sociale - en partie pour la décongestionnalisation et c'est tant mieux). L'Etat a légiféré sur les activités qui avaient besoin d'être encadrées (jeunesse, action sanitaire et sociale, etc.) pour des raisons de sécurité, d'éthique, etc. et a mené une politique d'agréments sans intervenir sur le fonctionnement des associations, et il a fort bien fait.

Mais voilà ce qui gêne le maire de Felletin. «Toutes les associations ne sont pas également utiles. Toutes ne méritent pas le même soutien des pouvoirs publics.» C'est bien possible, mais qui le décide ? Qui dit le bien et le moins bien ? Bon Dieu mais c'est bien sûr, c'est le maire de Felletin ! «Le critère qui guide la sollicitude des élus, c'est leur efficacité concrète dans l'action sociale.» On notera au passage dans quelle logique, dans quel univers se situe le maire de Felletin : celui de la «sollicitude». Alors qu'il gère simplement les impôts de ses concitoyens et qu'on ne lui demande aucune «sollicitude», mais l'application de règles de droit, de justice et de raison.

«Nous avons une résistance instinctive [on notera la vision toujours «naturelle» du maire] à subventionner les grandes organisations nationales, même si l'Etat leur a accordé la qualité d'utilité publique, parce qu'elles sont souvent entraînées à devenir à son image, c'est-à-dire lourdement bureaucratique, plus enclines à attendre qu'on aille les solliciter qu'à venir au devant des hommes.» Les éventuelles sections locales de l'Armée du salut, des Éclaireuses Éclaireurs de France, des Parents d'enfants aveugles, des Familles de France, des associations familiales catholiques, des Familles rurales, de la Fondation Nicolas Hulot, des Francas, de France Alzheimer, de la Ligue pour la protection des oiseaux, des Parents d'élèves (les deux tendances), des Restos du cœur, des Scouts, du Secours catholique, du Secours populaire, de la SPA, etc. toutes reconnues d'utilité publique apprécieront.

«Nos clubs sportifs, les regroupements de personnes âgées, les réunions d'anciens combattants ne soulèvent pas d'hésitations.» On croit rêver sur le choix des exemples ! Et bien sûr, toujours l'appel à l'évidence, au naturel, «pas d'hésitations» ! «Ils sont animés par des bénévoles que chacun connaît et apprécie. Ils ont une vocation simple et claire dont l'utilité sociale est évidente » Toujours l'évidence. Mais si ce n'était pas si évident ? Et si ce bénévole n'est pas «connu» ou «apprécié», par monsieur le maire ou par son opposant d'ailleurs ? Il semble bien que ce soit «l'évidence» de monsieur le maire qui compte. N'est-il pas élu ? Certes, mais n'est-ce pas alors à nouveau l'Etat envahissant, même aux petits pieds ?

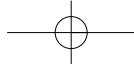
«Ils s'abritent sous des fédérations nationales qui garantissent leur sérieux.» Mais de qui parle alors monsieur le maire précédemment à propos des grandes organisations nationales d'utilité publique bureaucratiques et éloignées du terrain ? Pour la plus grande part, les organisations nationales reconnues d'utilité publique sont ces fédérations. Les autres (il y en a environ 2 000 en tout et la liste est accessible sur le site du ministère de l'Intérieur) peuvent souvent surprendre (l'Institut de la Maison de Bourbon, l'Ecole de la cause freudienne, la société d'Histoire de la révolution de 1848...), mais ne doivent pas représenter un bien grand danger.

En résumé, monsieur le maire déteste l'Etat et les services publics, aime les associations «évidentes» comme les clubs du troisième âge et les anciens combattants... et semble ne rien connaître à l'histoire ni aux réalités actuelles du monde associatif.

CHRISTIAN VAILLANT







## Entraînement mental

L'association Pivoine met en place plusieurs formations sur l'année 2008. Parmi celles-ci, en voilà deux : "Critique des médias" du 28 au 30 janvier 2008, animée par l'association la Bande Magnétique dans les locaux de l'association Pivoine à Eymoutiers (Voir ci-contre.)

"Entraînement mental" du 14 au 18 avril 2008, animée par Xavier Lucien, association d'ASA, membre du Crefad et de Peuple et Culture, toujours dans les locaux de l'association Pivoine à Eymoutiers.

"Entraînement mental", le nom est barbare mais il a son histoire. Si on doit en dire trois mots, c'est un outil pour aiguïser son regard critique, tenter d'être lucides, se donner des moyens de résistance "intellectuelle". Ca ne suffit pas mais ça aide...

Voici un écrit qui donne encore quelques éléments : À la croisée du «raisonnement logique» et de la «pensée dialectique», l'entraînement mental propose des repères permettant - à celui qui s'y exerce - de réconcilier créativité intellectuelle, développement personnel et responsabilité sociale.

Nul fantasme d'outil, de grille d'analyse ou de communication, ici. Juste une «petite alphabétisation méthodologique», ne réduisant pas l'activité intellectuelle au seul horizon de l'utilité immédiate ou de l'adaptation docile à l'existant. L'entraînement mental prolonge ainsi une des traditions les plus riches de l'éducation

populaire née de la Résistance. Assez pour s'y retrouver lorsqu'il s'agit par exemple :

- de lier expérience pratique et abstraction «concrète» ;
- de se gratifier de l'auto-formation et de l'information permanentes ;
- de pratiquer l'observation, l'écoute, la lecture actives ;
- de préférer le travail de la pensée à l'obligation sociale de réfléchir ;
- de développer les capacités d'expression écrite et orale ;
- de s'occuper de la tâche engagée et non de s'en préoccuper dépressivement ;
- d'organiser l'activité individuelle ou d'animer l'action collective ;
- d'éclairer assez l'envers du décor pour en bien intuitionner l'endroit ;
- de résister aux confusions portées par l'air du temps urgent/important, méthode/méthodologie, besoin/désir, efficience/efficacité, possible/souhaitable, difficulté/problemème, erreur/faute, tolérance/complaisance, élucidation/argumentation, concret/simple, morale/éthique...

Coût du stage : 40 euros pour ceux qui n'ont pas les moyens de le prendre en charge à sa valeur réelle, c'est à dire au titre de la formation professionnelle, par un fonds de formation (OPCA) ou autres fonds publics pour la formation.

Contact : Mélanie Boyer, Eliane Dervin, Lucie Rivers-Moore.  
Association Pivoine, 24 avenue de la Paix 87120 Eymoutiers.  
Tel : 05 55 69 24 59  
pivoine@crefad.info

## Petit bréviaire de la décroissance

Pour ceux qui ont été intéressés par l'entretien que nous a accordé dans le n°20 d'IPNS Jean Marie Robert à propos des objecteurs de croissance, voici un livre qui complètera bien ces informations. Son auteur, Serge Latouche, "pape" français de la décroissance, dresse dans ce petit livre publié aux éditions Mille et une



nuits, un panorama à peu près complet des analyses et propositions des décroissants. Après la critique, il développe quelques pistes d'actions concrètes pour une société plus "conviviale et sereine" en insistant tout particulièrement sur la nécessaire relocalisation de l'économie pour une meilleure maîtrise des circuits de production et une plus grande autonomie des régions.

## Opération cartouches solidaires

L'association La Navette, agence de presse associative installée depuis septembre à Faux la Montagne, est partenaire de l'opération nationale "cartouches solidaires".

Le principe en est simple : les cartouches d'imprimantes (jet d'encre et laser) collectées sont enlevées gratuitement et recyclées au profit de projets développés par des associations de solidarité. Un site internet complet ([www.recyclagesolidaire.org](http://www.recyclagesolidaire.org)) permet de localiser les points relais les plus proches (sur le plateau : La Navette) et de gérer les enlèvements par le recycleur. Particuliers et entreprises : récupérez vos cartouches comme celles de vos connaissances et déposez-les dans un point de dépôt indiqué sur le site. Les bénéfices tirés localement de l'opération seront affectés au financement des associations du plateau pour des projets solidaires.



Renseignements : La Navette,  
05 55 67 26 94  
contact@la-navette.net

Vous êtes simplement curieux de connaître l'envers du décor, de comprendre comment «l'actualité» est produite ?...

**Nous aussi.**  
Nous vous proposons de nous retrouver pendant trois jours pour aborder toutes ces questions.  
Nous partirons d'un **grand jeu**. « vis ma vie de journaliste ». Plongé dans le quotidien d'un journaliste au sein d'une rédaction pendant plusieurs heures, vous devrez présenter à la fin le sommaire d'un journal télévisé ou la une d'un quotidien. Ce jeu nous donnera la matière pour des échanges que nous enrichirons de données et de réflexions issues de nos lectures et de nos expériences. Les échanges seront ponctués de projections, de documents critiques, d'analyses d'événements médiatiques, etc.

L'idée est de comprendre le fonctionnement de la machine médiatico-publicitaire, notre place dans cette machine, et l'idéologie qu'elle véhicule.

Deux autres journées suivront. Leur contenu sera à discuter à l'issue des premières séances selon les besoins et les envies de chacun approfondissement de l'analyse de l'idéologie, découverte d'autres manières d'appréhender le monde, etc.

La Bande magnétique regroupe des personnes ayant travaillé ou travaillant toujours dans le journalisme, des radios publiques à la presse alternative en passant par la presse quotidienne ou l'agence France-press.

Nous intervenons régulièrement auprès de publics jeunes et adultes dans le but d'aiguïser l'esprit critique à l'égard du bain médiatico-publicitaire dans lequel nous baignons. Dans nos ateliers, nous tâchons de lier la critique de la publicité et du journalisme à l'éveil d'une expression libérée des formes imposées par la pression des techniciens et des marchands.

Journées organisées par Pivoine et la Bande magnétique les 28, 29 et 30 janvier 2008 dans les locaux de Pivoine, 24 avenue de la paix 87 120 Eymoutiers 05 55 69 24 59 [pivoine@crefad.info](mailto:pivoine@crefad.info)

## Quelques nouvelles de la Poste à Royère de Vassivière



Après la célèbre affaire du "facteur" de Royère (voir IPNS n°19), voici quelques nouvelles de la Poste à Royère de Vassivière.

Le nombre de tournées a été réduit : la direction en a supprimé une. Et, bien sûr, laquelle ? Celle du fameux facteur qui avait fait de la résistance il y a quelques mois. La sanction a juste été différée dans le temps, sans doute pour éviter les protestations qui auraient pu avoir lieu. La direction de la Poste n'a pas lâché le morceau (on pouvait s'en douter) et une fois de plus c'est elle qui est largement victorieuse ! Jusqu'à il y a un an, nous avions le courrier vers 11h. Puis il est passé à 12h. Et avec cette réduction de tournée le courrier est maintenant distribué entre 13h et 13h30 ! Personne ne dit rien, bien sûr. Je pense que nous allons tranquillement et sans vague vers une distribution tous les deux jours (j'exagère à

peine.) Tout cela s'est fait dans la plus complète indifférence des usagers, des syndicats et, dans une certaine mesure, des salariés. Voilà où en est la lutte pour les services publics. Malgré la volonté de résister de la part de certains, la réalité bien tenace n'oublie pas de se rappeler à nous régulièrement.

Pour ma part, je continuerai de résister (si ce n'est pas dans l'espoir d'une certaine efficacité, ce sera, au moins, par principe) malgré une lassitude de plus en plus grande et une déception vis-à-vis de nombre d'acteurs politiques et sociaux.

FRANCIS LAVEIX

## La nouvelle saison des Bistrots d'hiver

Ca y est, c'est reparti ! Les bistrots d'hiver de Pays sage sont de retour avec les frimas et les premiers flocons... C'est la huitième édition de ces rendez-vous dominicaux dans les auberges du plateau autour d'un bon repas et d'un concert. Cette année, on pourra se retrouver à Felletin, Faux la Montagne, Crocq, St Martin Château, St Rémy, La Courtine, Peyrelevade, Meymac, Alleyrat, Pigerolles, Beaumont du Lac, Chaumeil, Magnat l'Etrange, Sornac et Royère de Vassivière.

Programmation complète sur [www.pays-sage.net](http://www.pays-sage.net)  
Association Pays Sage, La Cure, 23260 Flayat, tel : 05 55 67 88 58.  
[contact@pays-sage.net](mailto:contact@pays-sage.net)

## La Pommerie

L'association Appelboom de la Pommerie (St Setiers) nous rappelle la mise en ligne de son site Internet :

<http://www.lapommerie.org> sur lequel vous trouverez les premiers éléments de la programmation pour l'année 2008, ainsi que des informations sur le lieu de résidence et les appels à projets.

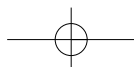
Pour 2008, Appelboom s'est fixé deux axes pour ses appels à résidence :

Art sonore : ce volet s'adresse à des artistes dont le travail porte sur une réflexion autour du territoire à travers le médium son (musique, installation sonore, projet transdisciplinaire).

Un second volet plus large s'ouvre à de jeunes artistes cherchant à développer une proposition en lien avec le territoire.

Par ailleurs, dans une volonté de médiation culturelle et de sensibilisation à l'art contemporain, des ateliers sont mis en place avec des structures locales autour d'une réflexion sur le territoire et le paysage.

Contact : Pierre Redon, Pomme Boucher et Stéphanie Roché  
Appelboom - La Pommerie  
19290 Saint-Setiers  
Tel : 05 55 95 62 34





Dans son n°16, IPNS avait publié un article de l'historien Jean Luc De Ochandiano consacré à l'histoire des maçons limousins à Lyon de 1848 à 1914. Il nous livre ici la suite de ce travail, correspondant à la période 1914-1940. Bientôt, un ouvrage édité sous l'égide de l'association "Les maçons de la Creuse" reprendra l'ensemble du travail de Jean Luc De Ochandiano.

# Les maçons limousins à Lyon et l'action syndicale (1914-1940)

## Retour sur la période 1848-1914

Pour comprendre l'histoire des Limousins de la maçonnerie de Lyon au cours de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, il faut d'abord se pencher sur le moment de rupture que constitua pour eux la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Cette période constitua le moment d'apogée des migrations temporaires venant du plateau de Millevaches pour alimenter la corporation des maçons de Lyon, mais aussi le signal de leur déclin. A partir des années 1880, plusieurs facteurs se conjuguèrent (crise économique majeure et début de la seconde industrialisation, connexion du plateau au réseau de chemin de fer...) pour favoriser les départs définitifs qui s'amplifièrent dans les décennies suivantes.

Ces départs définitifs, de même que les transformations urbaines de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, permirent à cette population, qui vivait jusqu'alors complètement repliée sur elle-même, de s'insérer peu à peu dans l'espace urbain et de se fondre dans le monde ouvrier pour la plupart, ou de connaître une promotion sociale pour une minorité. Les transformations industrielles qui touchèrent le bâtiment pendant cette période permirent aussi aux maçons de prendre une place plus importante au sein de cette industrie, au point de devenir la corporation centrale du bâtiment de Lyon au tournant du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle.

La fin du 19<sup>e</sup> siècle vit aussi naître le phénomène syndical. Le syndicat des maçons fut créé en 1877 mais resta relativement marginal jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle. Il fallut attendre la grande grève de 1910, qui dura quatre mois, pour que le syndicat prenne une place centrale dans la corporation. Lors de cette grève, une nouvelle génération d'ouvriers nés dans les années 1880, apparut sur le devant de la scène. Cette grève fut notamment dirigée par un maçon de 25 ans, Antoine Charial, originaire de Gourdon-Murat, qui s'imposa par son sens de l'organisation et sa capacité à mener cette grève qui fut une victoire pour les ouvriers. Antoine Charial devint secrétaire du syndicat des maçons de 1910 à 1913 puis secrétaire de l'Union Départementale CGT du Rhône jusqu'au déclenchement de la guerre.

A l'issue de la grève de 1910, l'organisation dirigée par Charial imposa le syndicalisme obligatoire sur les chantiers lyonnais de la maçonnerie. Pour faire respecter la «discipline syndicale», le syndicat imposa, par le rapport de force avec les patrons, des délégués de chantier chargés de vérifier régulièrement que les ouvriers avaient leur carte de la CGT en règle. Le syndicat devint ainsi le centre de gravité de la corporation pour les ouvriers et comptait, en 1914, 3000 adhérents sur environ 4800 ouvriers.

## La Première Guerre mondiale et ses conséquences

La 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale eut un fort impact sur la corporation des maçons. Le bâtiment fut le secteur industriel le plus marqué par les saignées de la guerre. Les pertes furent massives dans les villages du

plateau de Millevaches. Aussi, il manquait de nombreux bras sur les chantiers au moment de l'armistice et l'on se mit à pratiquer un recrutement massif d'ouvriers étrangers. Les Italiens notamment devinrent de plus en plus nombreux sur les chantiers pendant que la population limousine ne cessait de se réduire. La 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale marqua donc le point de départ d'un lent déclin de la filière migratoire limousine au profit des filières venant de l'étranger.

Les maçons de Lyon furent touchés par le conflit mondial d'une autre manière, toute aussi traumatique, à travers un événement qui se déroula au début de la guerre : le 19 avril 1915, à Flirey, commune

de Meurthe-et-Moselle, la 5<sup>e</sup> compagnie du 63<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de Limoges fut désigné pour participer à un assaut. Les hommes, exténués par les attaques successives des jours précédents, refusèrent d'obéir à cet ordre. Pour les punir, quatre d'entre eux furent fusillés : le caporal Antoine Morange, né à Champagnac (Haute-Vienne), le soldat Félix Baudy, né à Royère (Creuse), le soldat Henri-Jean Prébost, né à St-Martin-Chateau (Creuse), le soldat François Fontanaud, né à Montbron (Charente). Les trois premiers étaient connus pour leur action syndicale avant guerre et auraient, semble-t-il, été désignés pour cette raison. Ils étaient tous trois installés à Lyon ou Villeurbanne avant leur mobilisation et Baudy appartenait au syndicat des maçons de Lyon. Après guerre, ce syndicat mena une campagne active pour la réhabilitation de son ancien adhérent et, en 1925, il organisa un rassemblement autour de sa tombe, à Royère-de-Vassivière, où il fit apposer une plaque commémorative sur laquelle il était écrit : «Maudite soit la guerre. Maudits soient ses bourreaux. Baudy n'est pas un lâche mais un martyr». Ce n'est qu'en 1934 que les quatre hommes furent réhabilités. La plaque est, encore aujourd'hui, sur la tombe de Félix Baudy (sur cette affaire, voir page 16).



## Le bâtiment pendant l'entre-deux-guerres

Pendant l'entre-deux-guerres, les constructions de HBM (Habitations bon marché), le développement des grandes usines, la croissance des banlieues et de l'habitat pavillonnaire, d'importants travaux publics permirent au BTP d'avoir une activité relativement soutenue mais qui connut un rythme très irrégulier et une chute importante après 1932-33. Cette époque fut marquée par un début d'industrialisation du bâtiment. La construction en pierre disparut presque complètement et fut remplacée par le pisé de mâchefer ou le béton armé. Les constructions monolithiques à l'aide de coffrage de bois s'imposaient sur les chantiers en même temps que se développait l'utilisation d'engins de chantiers : bétonnières, wagonnets Decauville sur rail pour le transport des matériaux, grues élévatrices, etc.

Ce phénomène d'industrialisation favorisa une certaine concentration du secteur et l'émergence de quelques entreprises de taille importante, capables de mener de très grands chantiers. La plus importante, Pitance, avait été créée, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, par un migrant limousin originaire du Chalard, en Haute-Vienne.



A côté des entreprises privées, un autre acteur important de l'industrie du BTP de Lyon apparut en 1919. Il avait un caractère atypique puisqu'il s'agissait d'une coopérative ouvrière de production, *l'Avenir*, qui fut créée et dirigée par Antoine Charial, l'ancien responsable du syndicat des maçons de Lyon. La création de *l'Avenir* fut étroitement liée à l'action du maire de Lyon, Edouard Herriot, qui avança la moitié des fonds de départ (200 000 F) et dont Charial devint un étroit collaborateur à partir de 1920, date à laquelle il fut élu conseiller municipal SFIO et devint adjoint de Herriot pour le 3<sup>e</sup> arrondissement.

*L'Avenir* devint rapidement un acteur majeur du BTP à Lyon. Elle participa à de nombreuses grandes réalisations de l'entre-deux-guerres : construction de la faculté de médecine et de pharmacie (1928-29), de l'Hôtel-de-Ville de Villeurbanne, et d'une partie du quartier des Gratte-Ciel (1931-34), du quartier des Etats-Unis (1931-34), de l'Hôtel des Postes de Lyon (1935-38). Cela lui permit de réaliser un certain nombre d'institutions sociales au profit des coopérateurs et des ouvriers de l'entreprise : acquisition, en 1920, d'une propriété servant de maison de retraite et de maison des jeunes ; création, en 1923, d'une caisse de retraite, etc.

*L'Avenir* était un véritable rassemblement de Limousins. Les fondateurs étaient presque tous originaires du plateau de Millevaches, de même que la plupart des ouvriers qui devinrent coopérateurs pendant l'entre-deux-guerres. *L'Avenir* devint une sorte de niche pour les Limousins, au sein d'une corporation où ils étaient de moins en moins nombreux.

## Le syndicalisme et les conflits sociaux

L'entre-deux-guerres constitua un moment d'intense activité syndicale dans le bâtiment lyonnais. Dès la fin du conflit mondial, le syndicat des maçons se restructura et compta rapidement 4000 adhérents. Après 1920, il conserva cet effectif et constitua, à ce titre, une véritable anomalie dans le paysage syndical local et national car, après le grand mouvement de grèves de 1920, qui toucha l'ensemble de la France, les mobilisations ouvrières s'écroulèrent et les syndicats se vidèrent de leurs adhérents dans toutes les branches industrielles.

Le syndicat des maçons fut confronté aux conflits entre les différents courants syndicaux (CGT confédérée proche de la SFIO, CGT unitaire liée au PCF, CGT syndicaliste révolutionnaire proche des anarchistes) qui s'affirmèrent après 1918 et qui menacèrent son unité. Pour éviter les risques de division et rester fidèle à la Charte d'Amiens - qui revendiquait l'indépendance des syndicats par rapport aux groupes et partis politiques - le syndicat décida, en 1924, d'entrer dans l'autonomie et la plupart des syndicats du bâtiment de Lyon le rejoignirent dans ce choix. Ils créèrent ensemble le Cartel autonome du bâtiment de Lyon dont le moteur fut incontestablement le syndicat des maçons du fait de sa structure organisationnelle très puissante qui s'appuyait sur plusieurs piliers.

Le premier pilier était son journal. Depuis 1911, le syndicat publiait *L'ouvrier maçon* qui paraissait tous les 15 jours. En 1927, il acheta une imprimerie et, grâce à cette autonomie, donna de l'ampleur à son journal qui prit le titre de *L'Effort* et s'adressait à l'ensemble des ouvriers du bâtiment de Lyon. *L'Effort* paraissait toutes les semaines et était tiré à 10 000 exemplaires. C'était un journal de grande qualité, qui ne s'intéressait pas seulement aux questions professionnelles mais aussi aux nouvelles tendances de l'architecture, aux questions sociales et politiques, à la littérature.

Le deuxième pilier sur lequel s'appuyait le syndicat était constitué par les "roulantes". Le principe du syndicalisme obligatoire, mis en place avant la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale, fut rétabli dès 1919 et les moyens de son contrôle renforcés grâce à la mise en place de roulantes qui étaient des groupes de militants chargés, contre rémunération, de faire, en vélo, le tour des chantiers pour contrôler les cartes syndicales des ouvriers. Ces roulantes comptaient le plus souvent deux ou trois personnes mais pouvaient réunir, quelques fois, quelques dizaines de militants pour contrôler de manière systématique un gros chantier. Elles se mettaient aux portes du chantier à l'arrivée ou au départ des ouvriers et demandaient les cartes aux ouvriers. Si un ouvrier n'avait pas de carte, il était sommé d'aller au syndicat ou de s'adresser au délégué de chantier pour obtenir la carte et les timbres afin d'être en règle. S'il ne le faisait pas, s'il était "récalcitrant", il risquait d'être malmené physiquement. Les roulantes se généralisèrent dans l'ensemble des corporations du bâtiment pendant l'entre-deux-guerres et assurèrent une discipline syndicale presque sans faille.

Du fait de ce contrôle très serré de la corporation, un ouvrier pouvait difficilement travailler, sauf sur de très petits chantiers, s'il n'avait pas sa carte ou s'il se la voyait retirer. Cela arrivait notamment, après les grèves, pour punir les ouvriers non grévistes, ceux qui étaient appelés les "renards". Privés de leur carte, ces ouvriers étaient d'une certaine manière exclus de la corporation et prenaient de gros risques s'ils essayaient de se faire embaucher sur la place de

Lyon. Le syndicat, pour éviter de laisser trop d'ouvriers hors du syndicat, ce qui constituait un risque en cas de nouveau conflit, pratiquait régulièrement "l'amnistie" et réintégraient certains ouvriers, contre paiement d'arriérés de cotisation. Toute une "justice" syndicale, difficile à décrire dans le cadre de cet article, fonctionnait ainsi, au sein de la corporation afin de la réguler.

Grâce à sa force et à son organisation, le syndicat des maçons mena des mouvements revendicatifs d'ampleur, extrêmement structurés et encadrés, comme ce fut le cas lors de la grève de 1920 ou lors du lock-out du bâtiment de 1930 qui dura trois mois et à l'issue duquel les maçons obtinrent 75 centimes et les cimentiers un franc d'augmen-

tation. Ces mouvements conduisirent à une hausse conséquente des salaires lyonnais qui furent, entre le milieu des années 20 et le milieu des années 30, supérieurs à ceux des maçons parisiens qui n'avaient pas su garder une organisation syndicale dynamique.

A l'inverse, l'organisation syndicale patronale de la maçonnerie ne connaissait pas la même vigueur, du moins jusqu'en 1936. Peu d'entrepreneurs étaient syndiqués et une ligne de fracture existait entre les quelques grandes et la multitude des petites entreprises. De plus, l'existence de *l'Avenir* constituait une faille dans l'organisation patronale puisque la coopérative acceptait automatiquement toutes les revendications du syndicat des maçons.

Les choses changèrent à partir du moment où la crise s'installa de manière durable à partir de 1933, et jeta de nombreux ouvriers sur le pavé. Le syndicat eut de plus en plus de mal à faire respecter les tarifs et la durée du travail et connut des conflits internes. Le Parti Communiste prit alors les rênes du Syndicat des maçons et du Cartel du bâtiment. Il donna un caractère plus politique aux mobilisations ouvrières et les patrons montrèrent, de ce fait, de plus en plus de résistance face à l'action des syndicats. A partir de 1934, on assista à une longue montée en puissance des conflits entre patrons et ouvriers, et des violences qui les accompagnèrent.

On a gardé de juin 1936 et, plus largement du Front Populaire, une image de grande solidarité populaire. Cette image renferme une part de vérité, mais elle dissimule aussi l'ensemble des conflits très après de cette période marquée par une crise économique persistante, des tensions internationales régulières, une montée lente de la xénophobie dans tous les milieux, et des luttes sociales extrêmement violentes. Dans la maçonnerie lyonnaise, patrons et ouvriers n'étaient plus en état de négocier à partir de cette date. Ils le montrèrent aussi bien lors du conflit de juin 36 que lors de celui de 1938 qui marqua, cette fois, l'échec des mobilisations ouvrières et le recul du syndicat des maçons, épuisé par la guerre menée pendant plusieurs années.

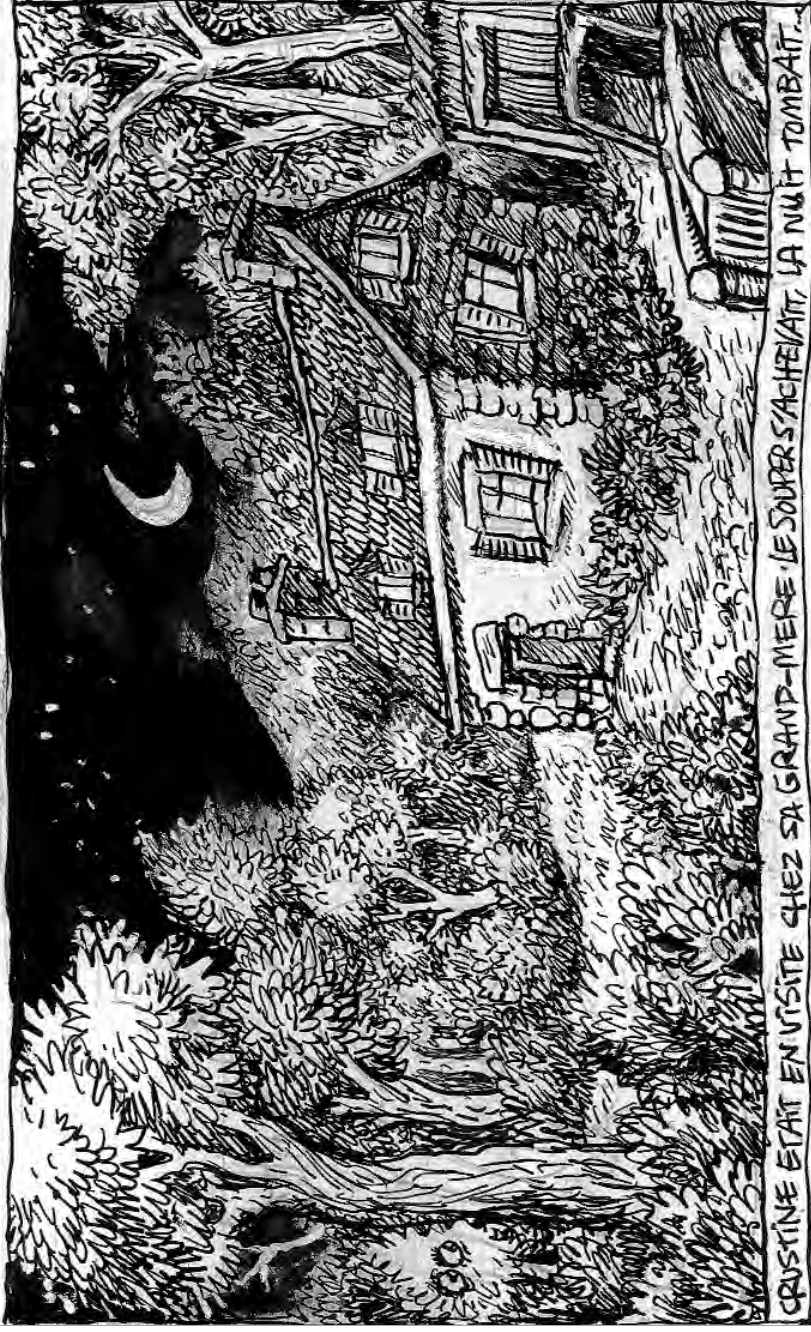
A cette date, la filière migratoire limousine s'était fortement affaiblie. Les hommes originaires du limousin ne représentaient plus que 1,6% de l'électorat de Lyon en 1936. Le lieu où leur concentration était la plus importante était toujours le quartier de la Guillotière mais ils s'étaient largement disséminés dans les communes de banlieue, notamment à Villeurbanne.

Les natifs du Limousin représentaient un tiers des maçons français de Lyon. Mais cette corporation comptait alors au moins 50% d'étrangers. Les limousins ne représentaient donc plus que 15% des maçons de Lyon et n'étaient plus en mesure de structurer cette corporation comme ils le faisaient encore à l'issue de la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale. Parmi l'ensemble des facteurs expliquant la déstructuration de la corporation et la montée des conflits, c'est un élément qu'il faut prendre en compte. La diaspora limousine avait toujours montré sa très grande cohésion. La forme du syndicalisme prise par la maçonnerie lyonnaise fut fortement marquée par la manière de se comporter de cette population limousine qui s'était toujours montrée très unanime et développait des pratiques d'auto-contrôle très grandes.

JEAN LUC DE OCHANDIANO







CRUSTINE ÉTAIT EN VISITE CHEZ SA GRAND-MÈRE LE SOUPERS'ACHEVAIT LA NUIT TOMBAIT.



GOUTEZ-VOUS ÇA, C'EST DE LA BONNE!



C'ÉTAIT IL Y A QUELQUES ANNÉES...

LE FEU CREPITAIT DANS LA CHEMINÉE, MEME S'INSTALLA DANS SON FAUTEUIL, ET UNE DE SES HISTOIRES DE DERRIÈRE LES FAGOTS COMMENÇA -



EN AUTOMNE 1999, SUR LE PLATEAU DE MILLEVACHES...



DE TOUTES LES ESPÈCES PRÉSENTES, LES RES, MEUX ÉTAIENT LES PLUS MÉCONTENTES. C'ÉTAIENT LES PLUS FRAGILES, ILS EN COURAIENT LE PLUS DE RISQUES.

MAIS APRÈS CEA, ILS ÉTAIENT PRES À TOUT, MEME À UN SACRIFICE DE GRANDE ENVERSURE, L'ENVERVEMENT ÉTAIT À SON COMBLE, LEUR EXPLOITATION ET LA DENATURATION QU'ILS IMPOSAIENT À LEUR ENTOURAGE CONTRE LEUR GRÉ, DEVAIENT INTÉRESSANTEMENT S'ARRÊTER. MEME SI POUR CEA BEAUCOUP D'ENTRÉE EUX DEVAIENT Y AESTER.

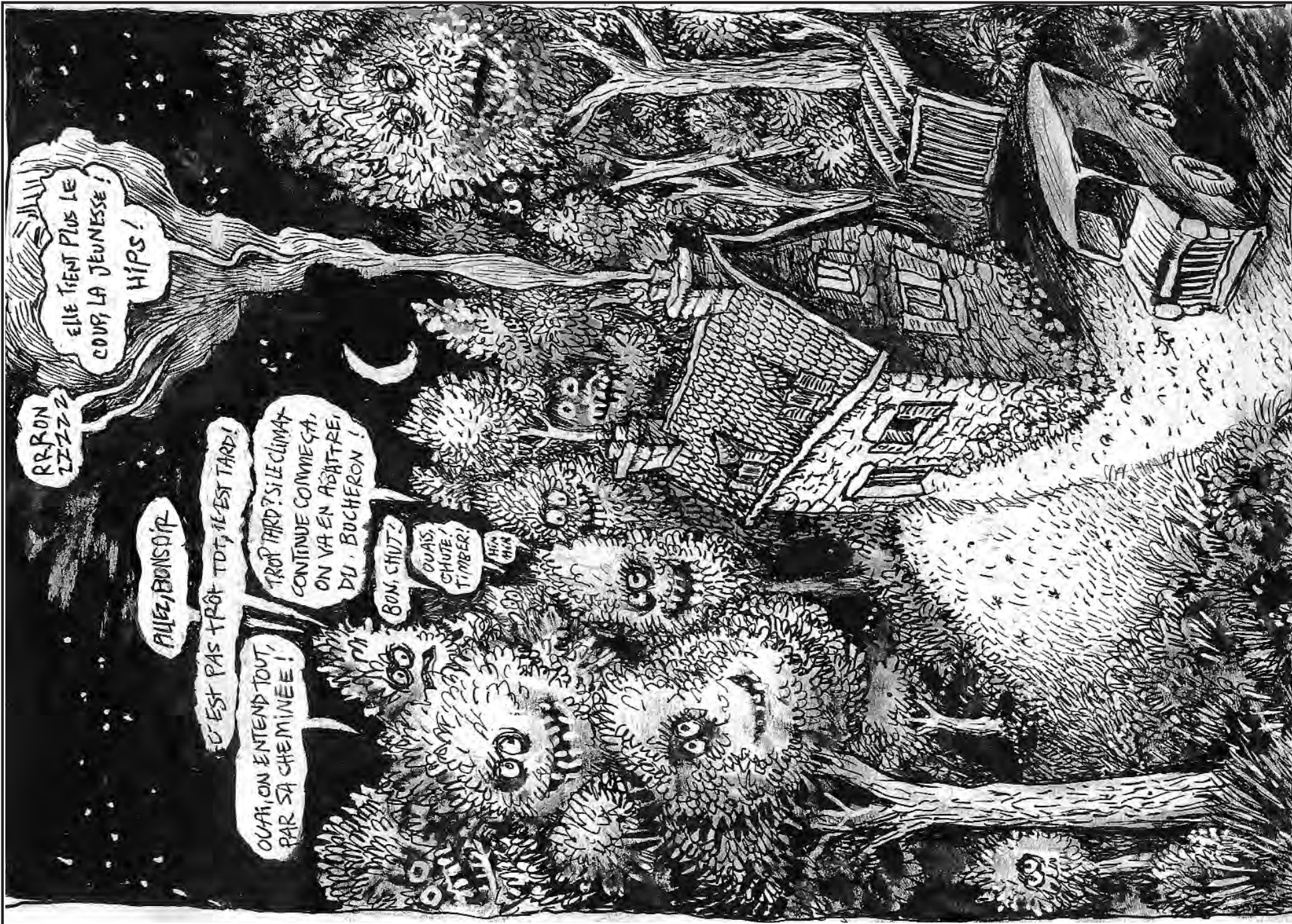
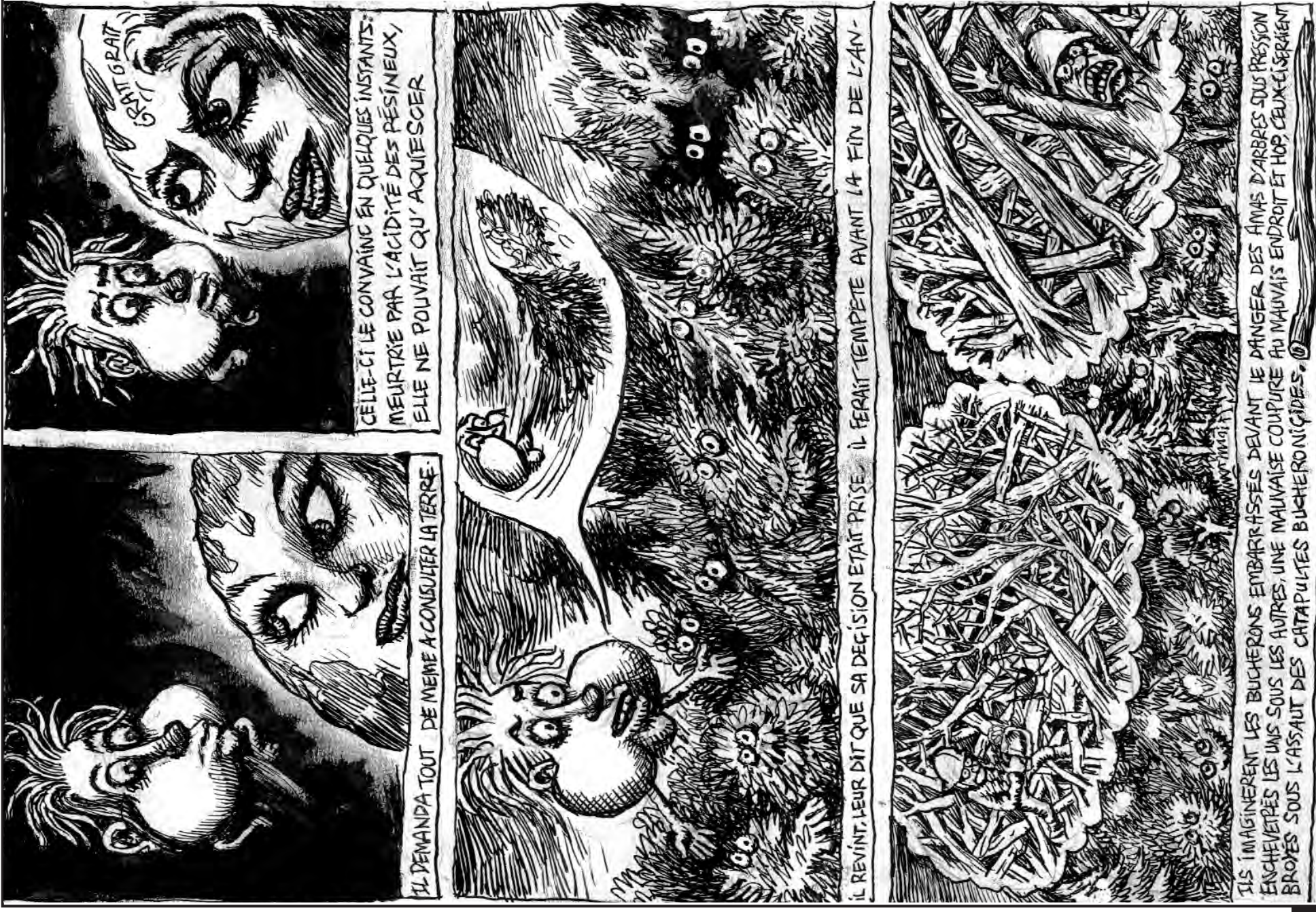


MAIS APRÈS MURES RÉFLEXIONS, IL SE DIT QUE PAR CETTE ACTION, IL POURRAIT ALLER PLUS LOIN, PLUS RAPIDEMENT, CARRESSER LES HERPES ET LES GRANDES ÉTENDUES D'EAU QUI ADORAIENT ÊTRE FRISONNÉES PAR SES CHATOUILLES. IL ÉTAIT VRAI QUE LES ARBRES À DIFFÉRENTS ENDOGES, OBTIENNAIENT SES SENSATIONS.

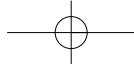


LE VENT, AU PREMIER ABOY, N'ÉTAIT PAS VRAIMENT EMBALLÉ PAR TOUTE CETTE HISTOIRE - - -









**Il y a deux ans, IPNS consacrait un premier dossier à l'agriculture sous l'angle de l'autonomie alimentaire (IPNS n° 14). Aujourd'hui nous revenons sur ce sujet en privilégiant, à partir d'initiatives et d'exemples concrets, ce qu'il est possible et urgent de faire si nous voulons nous réapproprier notre alimentation. Dans les pages qui suivent, nous nous interrogerons également sur le rôle que devraient jouer des infrastructures ou des institutions comme un abattoir ou la SAFER pour mener à bien une telle démarche. Pour commencer, Yvan Tricard a synthétisé les réflexions issues du forum social limousin sur la question de la relocalisation de l'agriculture. Leçon en quatre points.**



# Produire local, une nécessité

Le constat  
Au fil des ans, depuis 1970, on assiste à un recul permanent des ressources alimentaires en Limousin. Les chiffres sont affolants. Le Limousin terre agricole par tradition est devenu une région de totale dépendance alimentaire, cela se résume en un chiffre : la souveraineté alimentaire du Limousin n'est aujourd'hui que de 10%. Dit autrement, seuls 10% des produits alimentaires consommés dans notre Région y ont été produits et transformés, c'est donc 90% de notre alimentation qui est importée d'autres régions ou d'autres pays (voir IPNS n°14).  
La culture légumière a été quasiment abandonnée (la surface cultivée a été divisée par 25 en Limousin, elle couvre aujourd'hui 23% des besoins, les légumes frais 8%, les oeufs 24%, la culture du blé dur 0%...) La production de volaille, de porcins qui dans les années 70 alimentait chaque maison limousine, s'est transformée pour l'essentiel en un élevage intensif hors-sol. Paradoxalement les effectifs de la production hors sol censés nourrir le monde entier ont chuté pour toutes les productions spécialisées hors bovin et ne peuvent répondre aux besoins de la population limousine ! La filière porcine a divisé par 2,2 son cheptel. La filière avicole quant à elle s'est totalement effondrée.

Il existe trois explications majeures à cette situation  
Il y a tout d'abord l'inadéquation de la production agricole par rapport aux besoins alimentaires standards de la population. La Politique agricole commune voulue par l'Europe et, ici, appuyée par la Chambre agricole et la FNSEA, a spécialisé la production du Limousin sur trois secteurs (bovins, ovins, pommes golden pour l'essentiel) abandonnant la production maraîchère et alimentaire aux seuls aléas du "Marché".

Il y a aussi la présence insuffisante des filières de transformation dans la Région. Le tissu artisanal ou industriel de la transformation agroalimentaire est très insuffisant, aujourd'hui de nombreuses productions agricoles quittent donc la région pour approvisionner des ateliers et des usines qui sont situés ailleurs. La fermeture des abattoirs de proximité aggrave la situation, obligeant les agriculteurs à rejoindre les filières de la grande industrie de l'agroalimentaire (sur la question des abattoirs, voir dans ce numéro d'IPNS, page 14).

Il y a enfin l'emprise forte de la grande distribution. Tous les produits vendus en grande surface sont fournis par leurs centrales d'achat qui n'attachent aucune importance particulière au caractère local des produits proposés dans leurs magasins. Seul acheter " le moins cher possible " les guide, n'hésitant pas à mettre en concurrence la production d'une région contre une autre pour faire chuter les prix. Cette situation n'est pas propre au Limousin, mais reflète à l'échelle nationale une " exception " bien française : l'omniprésence de la grande distribution. Le résumé tient en deux chiffres : 5 centrales d'achat seulement se partagent 90% du commerce de détail en France. Il est impossible aux secteurs agricole et agroalimentaire d'échapper, directement ou indirectement, à l'emprise de la grande distribution : c'est elle qui fixe les règles du jeu. La taille gigantesque des centrales d'achat et leur connivence quant aux pratiques commerciales (derrière une concurrence de façade) mettent n'importe quel fournisseur dans une situation de soumission face au seul critère qui compte à leurs yeux : le prix, même si, bien souvent, c'est au détriment de la qualité (voir les légumes : tomates sans goût, salades d'un jour, ou viande ionisée d'Argentine ou du Brésil). Les productions limousines ne font pas exception à la règle : seules les plus concurrentielles sont encore présentes, spécialisées et concentrées sur quelques

produits agricoles ou agroalimentaires... qui seront alors diffusées dans toute la France, voire à l'exportation.  
Les possibilités de distribution en dehors du circuit de la grande distribution sont marginales, et c'est encore plus vrai en Limousin, car les surfaces commerciales par habitant en hyper- et super-marchés sont près de deux fois supérieures à la moyenne nationale.

En quoi cette situation de faible autonomie alimentaire pose-t-elle problème ?  
Cette mécanique économique permet de pouvoir vendre et exporter les productions phares du Limousin que sont bovins, pommes et ovins : c'est une conséquence logique d'un fonctionnement en économie ouverte de marché, chaque partenaire territorial se connectant aux autres dans une dynamique d'interdépendance, valorisant ses points forts et profitant en retour de ceux des autres. Ce mode de raisonnement est aujourd'hui généralisé par les tenants de l'économie de marché. Je voudrais en souligner les conséquences négatives en matière environnementale, sociale ou économique.

La catastrophe écologique annoncée  
Ce qui était le cri d'un petit nombre il y a quelques années encore, après le " Grenelle de l'environnement " est admis par tous : du fait de l'activité humaine on va vers un réchauffement climatique dont personne ne peut prévoir le niveau de déréglementation. Une telle situation va réclamer la mise en oeuvre rapide d'actions d'une ampleur inédite. Or faire circuler 90% de nos besoins alimentaires sur souvent des milliers de kilomètres, faire transporter sur ces mêmes distances des produits agricoles pour les transformer (un pot de yaourt parcourt environ 2500 km avant d'arriver dans le rayon de l'hyper-marché), est un non sens écologique. C'est une des sources importantes de l'émission des gaz à effet de serre. L'ère des déplacements bon marché, faciles, rapides et sans limites est appelée à prendre fin. De plus, l'agriculture, sous sa forme intensive : mécanisation, engrais, culture hors sol est devenue un secteur dépendant des ressources pétrolières. La politique agricole actuelle, en plus d'être particulièrement énergivore, est grande consommatrice d'intrants agrochimiques particulièrement nocifs pour l'environnement

Une catastrophe sociale  
L'Union Européenne a pris en compte depuis longtemps l'ouverture des marchés, et sa mise en oeuvre en matière agricole, la PAC (Politique Agricole Commune) a provoqué des résultats contradictoires. Elle a renforcé la logique concurrentielle poussant à la spécialisation sur quelques productions et à une productivité agricole à marche forcée. A l'échelle du Limousin, (les éléments présentés plus haut en témoignent) la filière bovine et la filière pomme sont devenues des références de niveau européen en terme de qualité et de notoriété, mais au prix d'une hyperspécialisation réalisée au détriment des autres productions et du maintien de la souveraineté alimentaire.  
Mais c'est aussi un immense gâchis social ! Cette agriculture intensive a provoqué un laminage spectaculaire des emplois dans le secteur agricole. C'est vrai au niveau national, cela est vrai en Limousin : toutes exploitations confondues, entre 1970 et 2003, 29 300 exploitants ont jeté l'éponge. Ainsi 2,5 exploitations mettent la clef sous la porte chaque jour depuis maintenant près de 32 ans, soit 60 % des exploitations. 74 600 actifs sur exploitation étaient dénombrés lors du recensement de 1970 pour seulement 25 800 en l'année 2000. Ainsi 48 800 emplois agricoles directs ont été perdus sur le Limousin

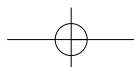
Demain une nouvelle catastrophe économique  
La prochaine étape est l'ouverture des marchés mondiaux voulue par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Cela va encore accentuer l'impact de cette carte truquée "du marché libre et non faussé": les filières exportatrices vont se trouver en concurrence avec la pomme Golden de Chine et les bovins et ovins du Limousin en concurrence avec les grands troupeaux d'Amérique du Sud.  
Mais au grand jeu des avantages comparatifs dont dispose chacun des concurrents, le Limousin part perdant s'il joue dans la cour mondiale, puisqu'il ne dispose pas d'une carte aujourd'hui maîtresse, celle du dumping social.

D'autre part, les orientations actuelles du gouvernement au nom de la défense " du panier de la ménagère " vont aggraver la main mise de la grande distribution leur permettant de fixer leurs prix et d'avoir les mains totalement libres pour choisir les lieux et les méthodes de production. De même chaque fois qu'un maire autorise ou se bat pour implanter une grande surface sur sa commune (comme c'est le cas à Limoges et à Tulle) c'est un coup de plus porté à l'agriculture et aux industries de transformations locales.

L'autre manière de répondre à ces menaces est de prendre le contre-pied de cette course en avant dévastatrice.  
Consommer une alimentation achetée ou transformée au plus près de son lieu de production est une simple règle de bon sens mais aussi une priorité vis-à-vis de la problématique du réchauffement climatique.  
La reconstitution du système agro-alimentaire d'une région est un pari très compliqué qui devrait être l'objectif n°1 des chambres d'agriculture et des élus régionaux, car cela devra mettre en oeuvre une multitude d'outils de production (maraîchage, arboriculture, pisciculture, apiculture, aviculture, polyculture, élevage...) couplés à une dynamique d'actions dans des domaines aussi complémentaires que la transformation, la commercialisation, la formation et la recherche.  
Relancer, ou relocaliser une partie de la production agricole, et de la transformation des produits, revoir le système de commercialisation, cela demande une volonté politique forte mais c'est pourtant la seule réponse qui existe aux problèmes que je viens de soulever et qui sont devant nous.  
De plus cette démarche est créatrice d'emplois à l'opposé de la l'agriculture intensive et spécialisée actuelle.  
La culture bio, La culture maraîchère, les ateliers de transformation demandent des agriculteurs, des ouvriers, des techniciens. Une étude faite dans le cadre du Schéma d'aménagement de la Région par un atelier du Forum Social Limousin et transmise au Conseil Régional, avait montré que des milliers d'emplois pouvaient être créés dans cette démarche (par exemple le GAEC "Champs libres" à St Julien le Petit a transformé une ferme spécialisée en élevage bovin sur environ 40 ha en une ferme de maraîchage : les emplois sont passés de 1 à 7). Ce qui est un exemple devrait pouvoir se multiplier à condition de bien aborder les trois facteurs : production, transformation, commercialisation.

En attendant cette prise de conscience des décideurs, toutes les initiatives, les actions, comme le développement de la culture bio ou de la culture paysanne, les AMAP (Aide au Maintien de l'Agriculture Paysanne), les coopératives de production ou de transformation, les ventes directes sont autant de germes pour l'avenir.

YVAN TRICARD





# Le Grenelle de l'environnement : la bonne conscience du Gouvernement ?

A propos de la rencontre régionale du Grenelle de l'environnement à Périgueux

Si il fallait une confrontation entre les partisans d'une remise à plat de nos modes de vie et ceux dont les intérêts économiques ne souffrent pas de nouvelles contraintes, la rencontre régionale du Grenelle de l'environnement à Périgueux a joué son rôle.

Chacun des participants a réaffirmé avec plus ou moins de véhémence ses convictions sans donner l'impression de vouloir comprendre les arguments de l'autre pour aller vers des propositions constructives.

Le fait est que le problème de l'environnement dans l'agriculture ne peut se résumer en quelques solutions techniques. Le monde agricole agit sur la nature ou se développe en synergie avec elle selon qu'il se donne pour objectif de nourrir sainement les hommes ou de produire des matières premières au meilleur coût économique. Lorsque l'on nous propose de labelliser les pratiques de « l'agriculture durable » sans s'être mis d'accord sur le sens de ce terme, on est dans la communication médiatique.

Lorsque l'industrie chimique parle de remplacer les molécules les plus toxiques seulement si elle trouve des produits de substitution, on refuse de

sortir de cette dépendance à la chimie et ses effets destructeurs.

Lorsque les semenciers promeuvent les OGM, ils résument l'agriculture à un vaste chantier d'investigation technologique, au seul profit de leurs entreprises.

Répondre au défi énergétique par la production industrielle d'agro carburants par les mêmes méthodes sur-intensives, ne va pas dans le sens de l'autonomie, détourne la terre de sa fonction nourricière et renouvelle un nouveau pillage des pays pauvres.

On aurait pu espérer que le Grenelle soit consensuel sur le fait que c'est bien notre mode de développement gargantuesque qui est la cause de la destruction de la planète.

Ce sont des solutions collectives qui doivent s'opposer à l'appétit individualiste de notre société libérale. La réorientation des fonctions de l'agriculture avec la priorité à l'alimentation des populations de proximité pourrait être un préalable au contrôle citoyen de ses pratiques.

FABRICE LACROIX

agriculteur à Ste Anne St Priest, membre de la Confédération Paysanne

## PETITION POUR LE DROIT A LA TERRE

Le collectif du droit à la terre a lancé une pétition qui affirme la nécessaire adoption de mesures pour aider l'installation de paysans. Ce texte indique :

«Par ma signature, je soutiens les revendications des futurs paysans face aux multiples difficultés qu'ils rencontrent pour s'installer :

- Encouragement et promotion des initiatives de transmission non spéculatives.
- Affichage public par canton de tous les mouvements de terre, dans toutes les mairies.
- Accès aux aides à l'installation pour tous.
- Réel accompagnement des cédants et des porteurs de projet afin de faciliter la transmission.
- Reconnaissance des projets atypiques et innovants et de l'installation progressive.
- Accès au bâti (logement + bâtiments d'exploitation) pour les futurs paysans,
- Favorisation de l'installation au lieu de l'agrandissement.

Par ma signature, je dénonce le désengagement politique face à ces problématiques».

On peut retourner cette pétition au Collectif pour le droit à la terre C/Alexis ESTEULLE, Tutau 46100 CORN.

# Paysans



## Un tour de France de l'agriculture durable par Frédéric Gana et Tifenn Hervouët

C'est d'abord un très beau livre. Richement illustré, maqueté avec soin, sobre et distingué. Un "beau livre" pour Noël ? Oui, bien sûr. Mais pas seulement. Cet ouvrage est d'abord un voyage dans la France paysanne à la rencontre de 25 fermes qui, au-delà de leurs différences d'implantation, de production ou d'histoire, défendent toutes une conception de l'agriculture que les auteurs nomment "durable". De l'association Parlez Villages dans l'Aisne, où la fabrication du pain focalise toute une dynamique de réappropriation de son alimentation jusqu'à Thierry Filippi, producteur de fruits et confiturier dans le Loiret, c'est toute la palette de notre alimentation qui défile sous nos yeux, de la semence aux petits plats mijotés par Bernard et Dominique Charret dans leur restaurant de Larçay (Indre et Loire). On y découvre aussi une "paysanne de la mer", pêcheuse et algocultrice du Finistère, un paludier, des éleveurs laitiers, des céréaliers, un viticulteur ou un artisan chocolatier. C'est dire que les paysans qu'ont rencontrés Frédéric Gana et Tifenn Hervouët sont aussi divers et succulents que les mets qu'ils nous permettent ensuite de mettre dans nos assiettes.

Le périple se termine en Limousin, sur le plateau, au GAEC Champs Libres, et dans les Monédières chez Raphaëlle de Seilhac, éleveuse d'agneaux, chez laquelle nos deux auteurs voyageurs ont décidé de poser leur baluchon : "C'est une nouvelle aventure qui commence pour nous, sédentaire et terrienne cette fois, alors que notre tour de France des producteurs s'achève (...) Nous vivons ces instants comme une continuité de notre chemin, heureux d'avoir été choisis et accueillis par un lieu plutôt que mus par notre seule volonté". Bref ce "tour de France de deux jeunes citadins" est en fait le début d'une nouvelle histoire. Ce livre, le spectacle que Tifenn Hervouët en a tiré (Les Souverains), n'auront été que des étapes dans un parcours qui se poursuit. "A l'avenir, expliquent les auteurs, nous souhaitons nous inscrire dans une réflexion sur le développement d'une alimentation de qualité en posant le nécessaire débat sur notre rapport au vivant". Pour cela ils ont créé l'association L'eau à la bouche, destinée à pratiquer et à promouvoir une gastronomie responsable.



Contact :  
Frédéric Gana et Tifenn Hervouët,  
Domaine du Mons,  
19800 Vitrac sur Montane.  
Tel : 05 55 27 37 42.

Le livre "Paysans, un tour de France de l'agriculture durable", édité aux éditions Transboréal, est vendu au prix de 20 euros. La photo de notre une, ainsi que les photos de Frédéric Gana qui illustrent cette page sont extraites de ce livre. Nous en remercions les auteurs.





# L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN LIMOUSIN

L'agriculture biologique en Limousin, ce sont près de 320 producteurs en 2007, contre moins de 50 en 1995. 18000 ha sont ainsi cultivés selon un mode de production biologique, soit environ 2,2% de la Surface Agricole Utile, ce qui correspond à la moyenne nationale.

Concernant les productions végétales, ce sont bien sûr les prairies qui dominent dans la région en terme de surface. A l'exception d'une production céréalière légèrement plus marquée en Haute-Vienne, toutes les cultures sont relativement bien représentées dans les trois départements : oléagineux, protéagineux, fruits et légumes, ou encore PPAM (plantes à parfums aromatiques et médicinales)

Pour ce qui est des productions animales, elles représentent plus de 70% de l'activité agricole limousine, avec une nette domination des bovins viande. On peut néanmoins noter que les cheptels ovins et caprins sont plus développés en Haute-Vienne et que la Creuse se distingue par une production de volailles qui représente plus de 90% de la production régionale.

Cependant, alors que la demande des consommateurs en produits bio augmente de plus de 15% par an, on constate comme partout en France une stagnation du nombre d'agriculteurs et des surfaces cultivées. Même si ce constat est à relativiser en comparaison des 24 000 agriculteurs conventionnels qui disparaissent chaque année en France, il est évident que des efforts considérables sont à réaliser pour permettre à la production agricole biologique française et limousine de répondre, par des productions locales à des exigences de plus en plus forte des citoyens en terme de préservation de l'environnement et de santé alimentaire.

## Vous avez dit GAB LIM ?

GAB LIM, c'est le groupement des Agrobiologistes du Limousin, association créée en 1990. 55% des agriculteurs bio ou en conversion y adhère, 6 salariés y travaillent.

Les deux missions principales de GAB LIM sont :

- représenter et défendre les producteurs Bio et en conversion Bio du Limousin,
- développer l'agriculture biologique en région, par des actions de communication, d'animation, et d'appui technique et sanitaire.

Le groupement intervient donc à tous les niveaux de la production agricole, son amont et son aval, notamment à travers :

- l'information et la formation,
- l'expérimentation et la collecte de références technico-économiques,
- la diffusion, la vulgarisation et l'appui technique aux producteurs,
- la défense des intérêts économiques des membres actifs de l'association,
- la définition et la promotion d'une qualité de produits biologiques limousins contrôlés,
- la mise en œuvre de tous moyens tendant à améliorer la commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique en Limousin

Les actions de GAB LIM en cours se distinguent à travers deux approches majeures : l'animation du réseau des producteurs bio et la sensibilisation des consommateurs.

Pour la première, nous intervenons par de l'information, du conseil et de la formation, principalement dans le domaine de l'élevage (*appui sanitaire : contact Denis Fric*), mais également et de plus en plus dans d'autres secteurs de production en fort développement, tels que le maraîchage, les grandes cultures, l'arboriculture ou les PPAM. Nous nous appuyons pour cela sur les compétences d'un vétérinaire, de conseillers techniques spécialisés et d'un réseau de fermes de référence animé en partenariat avec les chambres d'agriculture.

GAB LIM accompagne également de nombreux candidats à l'installation individuels ou collectifs, en partenariat avec le Réseau Agriculture Durable du Limousin, sur la définition de projet, et la recherche de foncier (*contact Laurent Bordey*).

Plus en aval, nous travaillons également à la structuration des filières de commercialisation, afin de développer et consolider les débouchés régionaux des agriculteurs. C'est ainsi qu'ont récemment vu le jour deux nouvelles associations de producteurs, Manger Bio Limousin pour l'approvisionnement de produits bio et locaux en restauration collective (voir page 13) et Les Moissons du Limousin dont l'objectif est de valoriser localement leurs productions céréalières, à tra-

vers une filière pain et farine bio régionale.

Le second domaine d'intervention de GAB LIM est à destination du grand public. Deux foires régionales sont ainsi organisées chaque année, "Coccinelles et Compagnie" au lac d'Uzurat à Limoges au mois de juin, et la foire de Beaulieu sur Dordogne au début du mois d'août. Nous participons par ailleurs à de nombreux événements locaux (comices, marchés...) et organisons plusieurs journées "Portes Ouvertes" dans l'année grâce à notre réseau de fermes de découverte.

GAB LIM propose également un catalogue d'animation pédagogique qui offre toute une gamme d'interventions à destination des petits et des grands, à consommer sans modération dans les écoles ou à l'occasion de conférences-débats par exemple.

Enfin, deux outils de communication désormais incontournables que sont *la Feuille Bio du Limousin*, bulletin de liaison de l'association que chaque membre de l'association reçoit tous les mois et dont le dernier numéro est téléchargeable sur notre site [www.gablim.com](http://www.gablim.com), et "*Suivez le guide bio*", livret édité tous les deux ans qui recense tous les producteurs bio en vente directe de la région, ainsi que les foires, marchés ou encore magasins de proximité dans chaque département. Vous pouvez le commander auprès de GAB LIM.

## Et sur le plateau de Millevaches ?

Sur le territoire du PNR de Millevaches en Limousin, on compte pas moins de 44 agriculteurs bio certifiés ce qui représente environ 2500 ha. Viande bovine, ovine, fromage, pommes, truites, confitures, miel, plantes médicinales. On trouve une grande diversité de productions bio sur le plateau ! Vous habitez peut-être juste à côté sans le savoir. N'hésitez pas à aller à leur rencontre, leur poser des questions. C'est la meilleure manière de comprendre leur travail et leur engagement pour un environnement préservé et une alimentation saine.

Pour connaître leurs coordonnées, vous pouvez demander le Guide Bio (gratuit sur demande à GAB LIM). Vous pouvez aussi les rencontrer sur les marchés : Eymoutiers, Peyrat le Château, Meymac, Felletin, Royère de Vassivière, Faux la Montagne.

GAB LIM

## Les enjeux de l'agriculture biologique

### Des enjeux environnementaux

L'agriculture biologique s'inscrit dans la durabilité et s'appuie sur une vision globale en se donnant pour objectif d'éviter gaspillage et pollution, au stade de la production comme sur toute la filière (jusqu'à la commercialisation).

Elle est le seul mode de production agricole interdisant les produits de synthèse (engrais et pesticides) responsables de la pollution des sols et de la ressource en eau, ce qui la rend d'autant plus pertinente sur des têtes de bassins comme le plateau de Millevaches.

Pour cela, elle préserve voire reconstitue les sols et l'humus, elle tend à favoriser des pratiques générant plus d'énergie qu'elles n'en consomment, prend en compte les besoins éthologiques en productions animales, préfère l'action préventive. Des recherches se développent afin de définir les espèces (végétales et animales) les mieux adaptées aux modes de production biologique, d'améliorer les cycles de rotation, de maîtriser le désherbage ou d'apporter des alternatives aux produits de lutte antiparasitaire.

### Des enjeux sanitaires et sociaux

En limitant au maximum la présence de résidus chimiques de synthèse dans les plantes ainsi que les additifs divers ajoutés aux produits lors de leur transformation, les opérateurs de la filière agrobiologique proposent au consommateur des aliments sains et équilibrés. De même, pour s'affranchir de tout risque de pollution génétique ou de déséquilibre causé par la présence d'OGM, l'agriculture biologique a inscrit dans ses cahiers des charges l'interdiction absolue d'utiliser les Organismes Génétiquement Modifiés.

Du point de vue social, l'agriculture biologique défend les valeurs de solidarité entre les acteurs de la bio, solidarité avec les pays du Sud, solidarité avec les consommateurs... Tout au long de la filière comme au stade de la production,

elle met en œuvre la coopération au lieu de l'affrontement. Elle a pour finalité d'occuper le territoire, de maintenir des paysans, de partager l'emploi.

Enfin, face à la crise du pétrole qui se dessine, les pratiques agronomiques de la bio la rendront sans doute beaucoup moins fragile que l'agriculture conventionnelle plus gourmande en énergie et en produits issus de la pétrochimie (engrais).

### Des enjeux économiques

La demande en produits biologiques est en forte croissance (+ 9,5 % par an depuis 1999 contre 3,5% pour le reste du marché alimentaire). La production nationale étant insuffisante, de nombreux produits bio sont importés ce qui revient hélas à contredire la logique de circuits courts défendue par l'éthique de l'agriculture biologique, telle que définie par la Fédération mondiale des mouvements d'agriculture biologique.

Soutenir l'installation d'agriculteurs bio et de transformateurs bio, avec l'appui à la structuration des filières de commercialisation, c'est développer une économie rurale durable pour des territoires comme le plateau de Millevaches. Les valeurs défendues par l'agriculture biologique (pratiques agronomiques respectueuses de l'environnement et peu d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur) permettent aux agrobiologistes de préserver leur autonomie par rapport aux firmes agroalimentaires et de conserver, sur le territoire, une plus grande part de la richesse produite.

A cela, il faut ajouter le fait que les exploitations bio sont créatrices d'emplois (+30% de main d'œuvre qu'en agriculture conventionnelle).





Restauration collective scolaire de Feytiat photo Gablim

# Manger Bio en Limousin ou quand la bio s'invite dans les cantines

Parce que manger des produits sains ne doit pas être un luxe individuel mais bien un acte à la portée de tous, il nous apparaît indispensable que la restauration collective propose elle aussi des repas équilibrés et bio. C'est dans cet esprit que GABLIM s'est engagé dans la création d'une plateforme régionale d'offre en produits biologiques. Cette plateforme se donne pour objectifs d'introduire dans la restauration collective l'utilisation de produits issus de l'agriculture biologique :

- en organisant un approvisionnement constant,
- en encourageant les circuits courts privilégiant les producteurs locaux,
- en assurant la formation des intendants, diététiciens et du personnel de cuisine,
- en proposant systématiquement un appui pédagogique aux enseignants, parents, élèves et élus.

Pour mener à bien cette action un cahier des charges de la restauration collective bio en Limousin a été élaboré. Il définit les engagements des opérateurs bio et des acteurs de la restauration collective et précise l'organisation de la restauration collective bio en Limousin et les modalités de mise en oeuvre de cette démarche entre les acteurs concernés.

## L'Organisation régionale

La restauration collective bio concerne de nombreux acteurs : d'une part les acteurs de l'aval avec les élus, les gestionnaires de cuisine centrale ou de restaurant collectif, les cuisiniers et le personnel de service et dans le cadre de la restauration scolaire, les directeurs d'établissement, les enseignants, les parents d'élèves et les élèves ; d'autre part les acteurs de l'amont avec les producteurs, artisans, transformateurs bio et structures bio coordinatrices.

Pour répondre à l'ensemble des objectifs, il convient que chacun des participants du projet s'engage à établir des concertations régulières et à respecter et promouvoir les objectifs et les principes de la charte.

Le groupement des agriculteurs biologiques du Limousin (GABLIM) en tant que structure régionale de développement de l'agriculture biologique est à l'initiative des projets de restauration collective bio en Limousin. GABLIM se charge de

- mobiliser et recenser régulièrement les fournisseurs bio souhaitant fournir la restauration collective ;
- informer les élus et les restaurants collectifs intéressés par une démarche bio avec notamment, la diffusion et la signature de la charte ;
- coordonner et réaliser l'accompagnement éducatif en partenariat avec les fournisseurs bio et les partenaires pédagogiques ;
- coordonner et réaliser les formations aux professionnels (équipes de cuisine et fournisseurs) en partenariat avec les collectivités et des organismes compétents.

C'est pour cela qu'a été créée en juillet 2007 l'association *MANGER BIO LIMOUSIN*, plateforme régionale d'approvisionnement en produits bio pour la restauration collective. Elle gère l'approvisionnement en produits bio locaux de préférence avec la diffusion d'un catalogue de produits et coordonne la logistique de livraison, soit en direct par les fournisseurs, soit par un prestataire de transport sur l'ensemble de la région Limousin.



Lycée Gay Lussac photo Gablim

## L'Approvisionnement

Les opérateurs bio (producteurs, transformateurs et MANGER BIO LIMOUSIN) s'engagent à :

- fournir les produits certifiés AB respectant les normes sanitaires et qualitatives définies par la réglementation en vigueur et livrer les quantités strictement prévues dans les délais fixés,

- s'organiser pour travailler en complémentarité afin de répondre aux demandes de la restauration collective et s'adapter, dans la mesure du possible, à ses contraintes.
- fournir les certificats bio et tout document précisant l'origine des produits.

Les acteurs de la restauration collective s'engagent à :

- entrer dans une démarche favorisant un approvisionnement régulier et progressif en produits bio.
- utiliser des produits certifiés AB
- privilégier dans la mesure du possible un approvisionnement de proximité
- tenir compte de la saisonnalité des produits locaux
- favoriser le recours aux produits frais
- identifier clairement les produits bio à chaque repas (provenance géographique, bio certifié...)

## L'Accompagnement éducatif

En accompagnement des repas bio, GABLIM s'engage à proposer des prestations d'animation auprès des convives et/ou à mettre à disposition des outils pédagogiques :

- réseaux de fermes de découverte bio
- interventions en classe de paysans bio ou de partenaires pédagogiques
- supports de sensibilisation

Les thèmes abordés, programmés avec l'équipe enseignante, peuvent porter sur le goût, le lien agriculture-alimentation-environnement, la saisonnalité, la lecture des étiquettes

## La Formation

GABLIM s'engage enfin à mettre en place avec les collectivités engagées, des formations en direction des équipes de cuisine et des fournisseurs bio afin d'échanger sur les particularités des produits biologiques, les spécificités de la restauration collective...



Photo Gablim

Si vous souhaitez organiser des repas bio et locaux dans votre établissement ou dans l'école de votre commune, vous pouvez contacter Véronique, animatrice au GABLIM, ou bien l'association Manger Bio Limousin. Grâce à eux plus de 5000 repas sont déjà servis chaque mois dans les écoles, collèges, lycées, maisons de retraite de la région.

GABLIM

Contact : GABLIM Lanaud 87220 BOISSEUIL  
05 55 06 46 20



Décembre 2006 fermeture de l'abattoir de Gueret. Il était le dernier en Creuse. Début 2007 c'est au tour des abattoirs d'Eymoutiers en Haute Vienne et Giat dans le Puy-de-dôme. Il n'en reste plus que neuf en Limousin, quatre en Haute-Vienne et cinq en Corrèze.

Quelques bouchers et les éleveurs qui valorisent leur production de viande en vente directe sur le Plateau de Millevaches et en Creuse n'ont plus d'abattoir de proximité. Devant cette situation une vingtaine d'éleveurs soucieux de préserver leur outil de travail ont constitué une association : Collectif Abattre et Valoriser la Viande en Limousin. Ils ont sollicité l'A.R.D.E.A.R. (association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural) pour mener un diagnostic sur la situation en France et en Limousin et leur proposer des éléments de réponses.

### Concentration et privatisation

Le secteur d'abattage en France est en constante évolution et caractérisé par la concentration, la spécialisation de l'activité par catégorie d'espèce animale : bovine, ovine, porcine et volailles, et la privatisation. Les abattoirs de proximité non spécialisés ferment les uns après les autres. En 1990 le tonnage moyen annuel par abattoir était de 6 800 tonnes il est à plus de 12 000 tonnes/an aujourd'hui. Il y a désormais plus d'abattoirs privés que de publics. En 1994 les abattoirs publics réalisaient 35 % du tonnage total, ils atteignent 13 % en 2006. Le secteur privé n'a d'autre ambition que sa rentabilité économique et la réduction de ses coûts de production.

# LA MORT DES ABATTOIRS

La restructuration du secteur d'abattage est liée à l'évolution et au durcissement des réglementations sanitaires. En 1965 la loi de modernisation du marché de la viande a créé le service d'Etat d'hygiène alimentaire dans «l'intérêt de la protection de la santé publique». La mise aux normes sanitaires entraîne des investissements importants. Dans les années 1970-1990 l'obligation d'agrément aux normes communautaires conduit à la fermeture de trois abattoirs sur cinq. Il s'agit surtout d'établissements modestes et souvent publics.

Nul doute que la concentration du secteur d'abattage est en lien direct avec la concentration, l'intensification et la spécialisation de l'élevage à l'échelle régionale comme par exemple pour la Bretagne qui à elle seule produit deux tiers du cheptel porcin, avec l'impact désastreux sur la qualité de l'environnement.

### Les abattoirs de proximité, un service public

La disparition des abattoirs de proximité, le plus souvent gérés en partenariat avec les collectivités territoriales porte atteinte aux acteurs du territoire. Aux éleveurs en premier lieu lorsqu'ils développent des filières courtes pour la valorisation de leur production et le maintien de structures d'exploitations à l'échelle humaine. Aux artisans bouchers qui abattent leur marchandise en lien avec une clientèle d'éleveurs pour ne pas être à la merci des grossistes. Aux consommateurs habitants du territoire qui sont assurés d'un produit de qualité à un plus juste prix et dont ils peuvent mesurer la traçabilité tant du côté du bien-être de l'animal que pour leur garantie sanitaire.

La disparition de ce service de proximité a aussi de graves répercussions sur notre sécurité sanitaire. Un rapport de la Commission économique du Sénat en 2002 a montré combien l'allongement des trajets entre les exploitations et les abattoirs avait de graves répercussions sur les animaux qui perdent du poids et de la qualité par le stress des conditions de transport. Il souligne en outre que l'épidémie de fièvre aphteuse avec la limitation des mouvements d'animaux a montré la nécessité d'établir un réseau d'abattoirs plus conséquent. La rapidité avec laquelle s'est propagée l'épidémie de fièvre aphteuse au Royaume-Uni a montré que le transport des animaux vivants multipliaient les risques de transmission d'épizooties. Plus récemment encore un avis de la Commission de l'agriculture et du développement rural de 2003 a signalé que les règles d'hygiène n'ont pas pu nous protéger de la crise de la vache folle et de la fièvre aphteuse. Et de conclure que pour éviter les épizooties des petites structures, voire des abattoirs mobiles, répondaient mieux aux règles d'hygiène.

L'agriculture limousine est caractérisée par la production de viande bovine et ovine. Les éleveurs privilégient de plus en plus les conditions naturelles de production, la qualité et la traçabilité des produits. Entre 2000 et 2005 la part des exploitations engagées dans un Signe Officiel de Qualité (Label et autres) est passée de 40 à 48 % toutes productions confondues. La filière ovine du Limousin représente le quart des agneaux français vendus sous signe officiel de qualité.

Outre le marché, forme traditionnelle du rapport entre producteurs et consommateurs, de nombreuses formes de circuits courts se sont développées depuis quelques années dans les zones périurbaines et même plus éloignées. Elles ouvrent à de nouveaux échanges entre milieu rural et milieu urbain.

### Les propositions des éleveurs limousins engagés dans le Collectif Abattre et Valoriser la Viande en Limousin.

La perte des abattoirs de Guéret et Eymoutiers pénalise entre autres les éleveurs locaux écoulant toute ou partie de leur production en vente directe. Ils sont alors obligés d'amener leurs animaux dans des abattoirs plus éloignés ce qui a des conséquences négatives sur l'activité : l'augmentation des coûts de transport et du temps passé sur les routes et par conséquent une perte de valeur ajoutée.

Ensuite les éleveurs amenant un nombre restreint d'animaux ont parfois eu la mauvaise surprise de ne pas récupérer leur carcasse. Dans de grands abattoirs il est plus difficile de surveiller les mouvements de carcasse. Il arrive qu'elles disparaissent.

Ensuite, une des bases de la vente directe est la confiance qui s'instaure entre l'éleveur et le consommateur. L'éleveur s'engage à lui vendre des produits de sa ferme. Il n'est donc pas

acceptable pour les éleveurs de ne pas récupérer les abats de leurs animaux. Or sur de grandes chaînes d'abattage il est impossible d'assurer la traçabilité des abats. De plus les grandes chaînes d'abattage ne permettent pas de récupérer les sous produits très bien valorisés en vente directe tels que le sang, la crépine ou encore les testicules d'agneaux...

A terme la fermeture de l'abattoir peut aboutir à l'arrêt de la vente directe par certains éleveurs, ainsi que la disparition d'ateliers comme les veaux de lait qui sont des animaux fragiles ne supportant pas les transports trop longs. Tout ceci aboutissant à la perte de valeur ajoutée pour les producteurs anciens utilisateurs de ces abattoirs et l'impossibilité pour les consommateurs d'avoir accès à des produits locaux de qualité.

A la suite d'une enquête auprès de trente quatre éleveurs, les demandes suivantes ont été définies :

- Obtenir un abattoir de proximité multi-espèces et de petite capacité (environ 300 tonnes équivalent carcasse). Des projets d'abattoir mobile existent déjà au Canada et en Autriche. Un groupe de paysans et d'élus ira début 2008 en Autriche voir cet outil.
- Besoin d'ateliers de découpe et de transformation sur le territoire. Une formation débute en décembre 2007 pour toute personne intéressée par la vente directe.
- Besoin d'outils de transport des animaux vivants et des carcasses.
- Valoriser les animaux accidentés plutôt que de les euthanasier.
- Eviter le stress des animaux par des transports trop longs.
- Valorisation des abats.

Le collectif avec l'appui de l'A.R.D.E.A.R. (en partenariat avec le PNR Millevaches) des organismes agricoles et des collectivités locales, souhaite continuer l'étude sur tout le territoire pour recenser les besoins et les attentes de tous les producteurs et acteurs de la filière afin de proposer des solutions pour la création d'un outil de proximité pour l'abattage, la découpe et la transformation. Réponses dans quelques mois.

A.R.D.E.A.R., Maison de l'agriculture,  
avenue du Général Leclerc, Limoges,  
Collectif Abattre et Valoriser la Viande en Limousin,  
Mairie, 23500 Saint-Christophe





# Pour qui roule la SAFER ?

## L'affaire Stéphane Rozet

L'épisode qui nous intéresse a commencé au début de l'été de cette année. Stéphane Rozet habite à Saint-Vaury en Creuse. Il possède actuellement 1 Ha de terrain sur lequel il a planté quelques arbres fruitiers, un bâtiment et du matériel d'arboriculture. Diplômes en poche, son objectif est de s'installer progressivement en arboriculture afin de pouvoir à terme vivre pleinement de son activité agricole.

Sa situation est relativement classique, nombre de jeunes intéressés par l'agriculture sont aujourd'hui dans une démarche d'installation progressive. Faute de capitaux de départ, il s'agit de limiter l'investissement et de développer l'activité agricole petit à petit avec souvent, dans un premier temps, des compléments de revenus extérieurs. Mais le problème en agriculture reste de trouver des outils de production et plus particulièrement des terres cultivables. La chose n'est pas toujours aisée, loin de là. Que la pression foncière fasse monter les prix, on s'en était presque fait une raison, mais qu'un jeune en quête d'installation ne puisse même pas acheter au prix fort 3 Ha de terres médiocres sur un lot de 50 Ha... Cela devient particulièrement indigne ! C'est pourtant la mésaventure qui est arrivée à Stéphane.

Nous pourrions nous rassurer en nous disant qu'il existe un organisme semi-public, d'intérêt général, en charge de ces affaires de foncier : la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural). Mais pour qui roule-t-elle exactement ?

### L'histoire de Stéphane avec la SAFER

#### Acte I : Le premier Comité Technique SAFER

Au début de l'été 2007, le domaine de Lorcivaud à Saint Vaury est en vente. Il s'agit d'un lot de terres d'une cinquantaine d'hectares qui touche le bâtiment et les terres de Stéphane. C'est une occasion rêvée pour conforter son installation par l'acquisition de quelques hectares supplémentaires. Sur un lot de 50 Ha, il devrait pouvoir négocier l'acquisition de 3 ha, de qualité moyenne, situés en bout de domaine. Le concurrent est un GAEC bovins-porcins, de taille déjà confortable, dont la situation est également contiguë au domaine de Lorcivaud. A défaut d'accord amiable entre les deux postulants, ce sera la SAFER qui tranchera pour les fameux 3 Ha. Le résultat du vote du comité technique de la SAFER (instance décisionnelle départementale) est sans appel et le refus des terres pour Stéphane est justifié... par la mauvaise qualité des terres. En résumé, lui laisser ces 3 Ha ne serait vraiment pas un cadeau à lui faire et malgré l'appui technique de GABLIM (Groupement des Agrobiologistes du Limousin) le projet n'est pas considéré comme «viable»...

En juillet, la réaction est citoyenne, une centaine de personnes se réunissent à Saint Vaury pour affirmer son soutien au projet de Stéphane et pour demander que la décision de la SAFER soit revue et corrigée. Les médias ayant relayé l'affaire, le dossier est sûrement considéré comme «délicat» puisqu'il passe d'instances en instances pendant tout l'été sans que d'autres décisions officielles ne soient prises. Pendant ce temps, Stéphane travaille et peaufine son projet en fonction de la «viabilité» et avec l'aide de GABLIM, il reconsidère sa demande. Finalement, il obtient une dérogation auprès du préfet pour refaire une demande de concurrence sur la totalité du domaine, étude technico-économique à l'appui.

#### Acte II : Le deuxième Comité Technique SAFER

Septembre, le Comité Technique SAFER Creuse se réunit de nouveau et étudie la situation du domaine de Lorcivaud. Il fut bien surprenant pour les participants,

dont le représentant de la Confédération Paysanne, de ne pas entendre parler de la demande de Stéphane. Par contre la SAFER propose une solution sortie du chapeau : elle présente une promesse de vente du GAEC concurrent sur une parcelle de 5,8 Ha. Pris de cours devant une proposition qui semble honnête (et qui de toute façon est invérifiable à la table de réunion), le Comité Technique l'accepte à sa grande majorité. La proposition est faite à Stéphane qui refuse car les terres proposées n'appartiennent pas au domaine de Lorcivaud, elles sont distantes de 10 km (elles sont à l'autre bout de la commune), ce qui nécessite la construction d'un nouveau bâtiment (hors de prix).

#### Acte III : Le Conseil d'Administration SAFER

Traditionnellement, les décisions de la SAFER doivent être actées par les commissaires au gouvernement qui sont en Limousin le DRAF et le TPG (Trésorier Payeur Général). Face à leur perplexité, le dossier «Lorcivaud» passe alors en Conseil d'Administration de la SAFER (la plus importante instance décisionnelle régionale). En accord avec les officiels, le dossier doit être traité en fonction de 4 axes :

- l'accès à l'eau,
- l'accessibilité des terres,
- la qualité agronomique,
- le regroupement parcellaire.

Celui-ci ne tarde pas à se réunir, la demande de Stéphane n'est toujours pas présentée mais une nouvelle solution miraculeuse et opportune est alors proposée. C'est par communiqué de presse qu'on apprend que la SAFER propose 14 Ha de bonnes terres du domaine de Lorcivaud avec accès à l'eau et tout le

**Les gros SAFER  
Les petits galèrent !**

toutim. Sauf qu'après enquête sur place, seuls 2,5 Ha sont directement cultivables, le reste étant des landes et mouillères pas même exploitable pour le bois. Aucun chemin ne permet d'accéder à ces 14 Ha... qui ne sont par ailleurs pas regroupés. Quant à l'accès à l'eau, il y a bien des ruisseaux mais aucune assurance légale pour la construction d'une réserve collinaire. Enfin, ce lot est proposé pour la modique somme de 20 000 euros, auxquels il aurait fallu ajouter le prix de la construction d'une éventuelle réserve collinaire.

Ces arguments ont suffi à Stéphane pour refuser cette nouvelle et dernière offre, non sans se justifier auprès des personnes concernées. Une nouvelle mobilisation citoyenne et associative devant le siège de la SAFER en Haute-Vienne ne changera rien et malheureusement l'affaire se terminera sur cette fausse note, laissant en suspens de multiples questions, notamment par rapport aux motivations réelles de la SAFER dans cette histoire.

### Les non-dits et les interprétations diverses

Le résultat n'est absolument pas satisfaisant, et particulièrement pour Stéphane qui aura pourtant su regrouper beaucoup de gens autour de lui et porter le dossier devant les plus hautes autorités. Beaucoup de questions semblent sans réponse et il est tentant d'essayer des interprétations car il est difficile de croire que la SAFER a vraiment mis de la bonne volonté pour « régler » ce conflit de manière neutre, telle que ses missions théoriques le prescrivent.



Une bataille autour de l'étang ?

Ne faut-il pas chercher une explication sur la parcelle cadastrée AV4, qui fait partie des 3 Ha demandés initialement par Stéphane et sur laquelle se trouve un étang ? Selon certaines sources, il peut sembler crédible qu'un simple point d'eau ait pu envenimer la situation de la sorte. Il faut préciser, pour mieux comprendre les enjeux, que le GAEC concurrent est principalement producteur de porcins. Une telle production nécessite une certaine surface, ne serait-ce que pour l'épandage de lisier. Or, une nouvelle loi a défrayé la chronique ces derniers temps, interdisant l'épandage des lisiers à moins de 500 mètres des étangs classés d'intérêt piscicoles (\*). Cela représente concrètement une superficie de 78,5 ha. Le risque pour le GAEC était donc de voir cet étang obtenir ce classement et de fait, de ne plus pouvoir épandre son lisier sur toutes les parcelles avoisinantes. L'argument s'entend parfaitement mais Stéphane avait dit, redit et re-redit qu'il n'avait aucunement l'intention de changer la classification de cet étang.

Dans cette histoire, chacun semble en avoir fait une affaire personnelle, les membres du GAEC se sentant probablement entravés et attaqués dans leur projet d'agrandissement, et Stéphane privé d'une opportunité de vivre son métier et sa passion. Le résultat est en tous cas parfaitement regrettable et aurait sûrement nécessité un arbitre digne de ce titre.

Conscient que la SAFER soit un outil indispensable au contrôle et à la maîtrise des transactions foncières, son rôle dans cette histoire aura pourtant été parfaitement obscur. Pourquoi n'a-t-elle pas soumis au vote les différents projets présentés par Stéphane ? Pourquoi n'a-t-elle pas fait de propositions réellement concertées (elle n'est jamais venue négocier avec Stéphane) ? Quid de la politique nationale en matière d'installation, de la sauvegarde des exploitations agricoles à taille humaine, de tous les discours partagés pourtant par le Conseil Régional, la DRAF, la DDA de la Creuse, la SAFER et même tous les syndicats agricoles... Le rouleau compresseur est en marche et sera difficile à arrêter. Le sujet dépasse pourtant les seuls enjeux agricole-agricoles car il s'agit directement de la vitalité de nos campagnes en terme de tissu social, de gestion des paysages et d'alimentation locale.

GUILLAUME CHALLET

\* Article 18 de l'arrêté du 29 février 1992, modifié par l'arrêté du 14 août 2000, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les porcheries au titre de la protection de l'environnement.

IPNS . JE M'ABONNE

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Abonnement pour 1 an (4 numéros) à partir du n°...

☐ Abonnement ordinaire 12 Euros

☐ Abonnement de soutien 15 Euros ou +

BON A RETOURNER A IPNS 23340 FAUX-LA-MONTAGNE



# QUE "MAUDITE SOIT LA GUERRE" !



dessin Tardi

Comme chaque 11 novembre depuis 1990 (à la veille de la première guerre du Golfe), à l'initiative du *Comité laïque des Amis du Monument aux morts de Gentioux*, il fut organisé un rassemblement devant ce fameux monument (plus ou moins unique en France) dont le petit écolier, le poing dressé, nous rappelle sans aucune ambiguïté que « Maudite soit la guerre ».

Ce fut, encore une fois, l'occasion pour quelques centaines de pacifistes de tous horizons, *Libre Pensée, Mouvement de la Paix, Fédération Anarchiste...* de se retrouver et d'affirmer par différents discours leur dégoût de ces boucheries orchestrées par un ordre capitaliste dont l'avidité financière est sans limite.

Le rassemblement attire de plus en plus de personnes venant des différentes régions de France : il est devenu, au fil des ans, une sorte de symbole pour tous ceux qui ne se résignent pas à accepter une certaine « fatalité » guerrière. Il est suivi pour certains d'un dépôt de gerbe, à Royère de Vassivière, sur la tombe de Félix Baudy, « Fusillé pour l'exemple » en 1915 et d'un banquet. Pour d'autres dont les libertaires, c'est l'occasion d'organiser un « repas des partageux » au cours duquel, des liens anciens se renouent, de nouveaux se tissent, des projets s'élaborent...

FRANCIS LAVEIX

A lire :

- *Creuse 1917-1922, du Soviet de la Courtine au monument aux morts de Gentioux*. (Fédération de la Creuse de la Libre Pensée - 1997).

- *Histoire de Félix Baudy, maçon creusois syndicaliste - De Royère au peloton d'exécution - 1880-1915*. (Fédération de la Creuse de la Libre Pensée - 1999).

- *Autour de monuments aux morts pacifistes en France*. (Fédération Nationale Laïque des Associations des Amis des Monuments Pacifistes, Républicains et Anticléricaux - 1999).



## La "fabrique" des fusillés

Dans une conférence donnée à Guéret consacrée aux conséquences de la première guerre mondiale en Creuse, Jean Luc Léger, professeur d'histoire à Guéret, est revenu sur le cas des deux soldats creusois fusillés pour l'exemple. Nous reproduisons ici cette partie de son intervention.

En 1915, deux soldats creusois sont fusillés à Flirey pour refus d'obéissance face à l'ennemi. Il



s'agit de Baudy et Prébost de Royère et Saint Martin Château.

Que s'est-il passé à Flirey le 20 avril 1915 ?

Si l'on se rend sur la tombe de F. Baudy à Royère, on peut lire sur une plaque : "les maçons et aides de Lyon et banlieue à leur ami Félix Baudy fusillé innocent le 30 avril

1915 à Flirey. Maudite soit la guerre. Maudits soient ses bourreaux. Félix Baudy n'est pas un lâche mais un martyr."

Félix Baudy est né le 18 septembre 1881 à Royère, il est maçon à Lyon comme beaucoup de jeunes hommes du plateau quand la guerre éclate. Il est syndiqué à la CGT. Incorporé au 63ème R.I. en août 1914, il participe à plusieurs grandes batailles avant d'être affecté en Lorraine où l'Etat major veut réduire le saillant de Saint Mihiel. La 5ème Compagnie attaque les 4 et 5 avril subissant de lourdes pertes. Malgré la sanction contre les généraux ayant mal préparé

l'offensive, le 19 avril, la 5ème Compagnie doit à nouveau passer à l'attaque au nord de Flirey. Les troupes protestent, des hommes refusent de partir à l'assaut clamant que ce n'est pas à leur tour d'attaquer encore et que l'artillerie française a mal réglé son tir. La hiérarchie militaire décide de punir ce refus d'obéissance.

Chaque section de la 5ème Compagnie doit désigner deux soldats pour être jugés. Une section tire au sort F. Baudy, son lieutenant supplie qu'on l'épargne. Une autre section désigne Morange et Prébost, une autre Coulon et Fontareaud. La dernière refuse toute désignation.

Un conseil de guerre spécial est mis en place (les conseils de guerre ont été créés par décret du 6 mars 1914. Trois juges seulement siègent. La procédure est accélérée. L'exécution de la peine doit intervenir au plus, 24 heures après la sentence. Aucun recours n'est possible. Seule peut intervenir la grâce présidentielle). Si Coulon est acquitté, les quatre autres soldats sont fusillés. L'émoi soulevé est si profond que quatre autres soldats déclarés coupables dans une autre compagnie obtiennent un sursis.

F. Baudy et H. Prébost font partie des 600 fusillés pour l'exemple de la Grande Guerre. Le 21 avril 1921, une loi d'amnistie est votée. En 1922, le député Vallière de la Haute-Vienne obtient l'ouverture d'une enquête pour réunion du procès, en vain. En 1927, la justice confirme le jugement de 1915.

En revanche, en 1934, le jugement est annulé grâce à la loi du 9 mars 1932 qui institue une Cour Spéciale de Justice Militaire qui peut réviser les jugements rendus par juridiction militaire pendant la guerre. Au-delà du cas Baudy et Prébost, le 63ème R.I. a peut-être souffert de sa réputation. Alain, dans ses souvenirs de guerre, faisait état d'une rumeur qui parlait du 63ème R.I. de Limoges comme un régiment "pourri de socialistes".

Comme tous les fusillés de France leur sort a fait l'objet d'une intense activité mémorielle mais avec des temps d'oublis et d'autres périodes au contraire de retour dans la mémoire collective. Il y a eu en particulier deux moments forts durant lesquels les fusillés de la Grande Guerre, du moins certains, ont occupé une grande place dans les débats à l'échelle nationale ou locale : l'entre-deux guerres, période de réhabilitation progressive des fusillés, et les années 1990, en particulier après le discours du Premier Ministre en novembre 1998 lorsqu'il demande que les fusillés "réintègrent la mémoire collective nationale". Naît alors une mémoire officielle accompagnée d'un regain d'intérêt pour les fusillés, les mutins... comme le montre l'activité de la Libre pensée en Creuse autour du sort de Baudy et Prébost.

Selon l'historien N. Offenstadt, "les fusillés acquièrent presque le statut de cause autonome (...) Leur mémoire semble se défendre pour elle-même sans se rattacher immédiatement à des enjeux majeurs du moment". En effet, "jusque là elle avait beaucoup servi la lutte pour la paix, les attaques contre la justice aux armées, contre l'ensemble des institutions militaires voire les sociétés bourgeoises et le système capitaliste". A. Brossat (qui analyse d'une certaine façon les confins de la mémoire, de l'histoire et de la repentance qui s'est emparée du pays depuis une dizaine d'années) conclut : "la politique mémorielle conserve une aura et une trompeuse apparence de neutralité, de désintéressement, de moralité qui en assure (provisoirement) l'efficacité. La mémoire institutionnalisée des crimes occupe, dans ces nouveaux dispositifs, une place de choix".

JEAN LUC LÉGER